



**APPUI AU DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL
ET À LA SOLIDARITÉ SUR LES COLLINES**


BP 2695 Bujumbura Burundi
Tél. (00 257) 22 25 75 20 /// 22 25 93 38
Info@adisco.org - www.adisco.org

Juillet - octobre 2015

N° 11

LA VOIX DES COLLINES

TRIMESTRIEL D'INFORMATION, DE FORMATION ET D'ACTION DU MONDE RURAL



La question de l'emploi des jeunes au Burundi

ADISCO, lauréat
du Prix Roi
Baudouin pour
le développement
en Afrique





Sommaire

Editorial.....	P 3
<i>Deogratias NIYONKURU</i>	
Courrier des lecteurs.....	P 4
<i>La Rédaction</i>	
Les gagnants au concours.....	P 5
<i>La Rédaction</i>	
La Question de l'emploi des jeunes au Burundi	P 6
<i>Leon NDIKUNKIKO, Deogratias NIYONKURU, Jonas Eric UWIZERA</i>	
Les jeunes sont-ils capables d'entreprendre ?.....	P 19
<i>Jonas Eric UWIZERA</i>	
La culture du Stevia.....	P 21
<i>Zacharie SAKUBU</i>	
Point de vue des paysans sur le PNSEB.....	P 24
<i>Jonas Eric UWIZERA</i>	
Le PNSEB: quels résultats?.....	P 27
<i>Jonas Eric UWIZERA</i>	
Les jeunes artisans en actions.....	P 28
<i>Jean Noël NSHIMIRIMANA, HAKIZIMANA Adalbert</i>	
ADISCO: Lauréat du prix Roi Baudouin pour le développement en Afrique.....	P 30
<i>Deogratias NIYONKURU</i>	

Directeur de Publication

Deogratias NIYONKURU

Directeur Adjoint

Léon NDIKUNKIKO

Rédacteur en chef :

Jonas Eric UWIZERA

Comité de rédaction :

*Jonas Eric UWIZERA, Deogratias NIYONKURU,
Libère BUKOBERO, Léon NDIKUNKIKO, Espé-
rance KANEZA, Donatien MBONABUCA,
NINTUNZE Emmanuel,*

Editeur :

*ADISCO, 31, Avenue des Etats Unis, KIGOBE
SUD, BP 2695 Bujumbura.*

Tél : 22 25 75 20 // 22 25 93 38

info@adisco.org

www.adisco.org

Retrouvez ce journal :

*Au siège d'ADISCO à Bujumbura; au bureaux
des fédérations des caféiculteurs à Bujumbura,
Gitega, Ngozi, Kayanza, Kirundo; dans les
Unions des mutuelles de santé des caféiculteurs
du Burundi ainsi que dans les coopératives
agricoles et des caféiculteurs accompagnées par
ADISCO*

Editorial

Si le chômage des jeunes est devenu un problème mondial, les dimensions qu'il prend dans notre pays le Burundi sont inquiétantes. Selon l'ISTEEBU, (Institut de statistique et d'études économiques du Burundi), 75% de la population économiquement active est employée dans l'informel, contre 18% dans le secteur public et 7% dans le secteur privé formel. Seuls 30% des jeunes qui terminent l'école primaire ont accès à l'école secondaire et seuls 7% de ces derniers ont accès aux études supérieures dont seulement 6% trouvent un emploi dans le secteur formel. Au phénomène du chômage s'ajoute celui du sous-emploi: les emplois intermittents, le travail dans des mauvaises conditions de sécurité physique et légale, avec des horaires interminables et des très maigres revenus. Le phénomène du chômage des jeunes prend d'ailleurs des visages différents selon que l'on se trouve en ville ou à la campagne.

En milieu rural, les jeunes, malgré tout, arrivent en général à trouver quelques féculents (manioc, patate douce, bananes...) à se mettre sous la dent et calmer la faim sans vraiment couvrir leurs besoins nutritionnels, mais restent condamnés à une vie sans aucune perspective d'ascension sociale. Les plus chanceux qui disposent encore de terre consacrent leur matinée à la gratter pour reproduire un modèle agricole peu valorisant et peu rémunérateur. Nombreux, de plus en plus sans terre, passent leur journée à jacasser dans les carrefours ou cherchent à s'exiler en ville dans l'espoir d'y trouver un petit boulot, qui très souvent traîne à venir pour ne pas dire jamais, la concurrence étant devenue féroce.

En milieu urbain, la lutte pour la survie se traduit par l'exercice de petits boulots de Sisyphes sous-payés comme celui de porte-faix, de taxis vélo, de domestique, de veilleur ou de baby-sitter pour les plus heureux. Les moins chanceux sont condamnés à se terrer dans des carrefours, les yeux rivés sur un hypothétique camion qui viendrait charger quelques manœuvres pour n'importe quelle besogne et pour n'importe quel salaire. Ce sera la bataille pour rentrer dans le camion et ceux qui auront la chance d'y parvenir les premiers pourront s'offrir la pitance du jour et les autres devront

passer la journée affamée, à moins qu'un ami accepte de partager un morceau de patate ou d'avocat.

Tous, en ville ou à la campagne, sont à l'affût des dernières nouvelles des radios en fonction de leur fibre politique et s'excitent à chaque annonce de leur leader préféré comme si ces discours viendraient mettre fin à leur misère. Epuisés et dépités, ils se réfugient les après-midi dans les alcools frelatés qui détruisent à petit feu leur santé, mais qui leur permettent de forcer un sommeil entrecoupé de cauchemars de l'incertitude du lendemain.

Il ne faudra pas dès lors s'étonner que ces jeunes soient prêts à rejoindre n'importe quelle milice qui leur explique souvent sur base de discours identitaires que ce sont les autres qui sont responsables de leur misère. "Après tout, répètent-ils, nous sommes déjà morts".

Il est donc illusoire de croire que notre pays pourra se stabiliser si le pays ne trouve pas des solutions à ce problème. Cette problématique devrait donc devenir la priorité des priorités de n'importe quel programme de développement (et de tout gouvernement évidemment!) et c'est pourquoi nous avons décidé de lui consacrer le présent numéro de la Voix des Collines.

Comme nous avons eu l'occasion de le dire, lors de la réception du Prix Roi Baudouin pour le Développement en Afrique en juin 2015, la pauvreté est le premier facteur de la violence que traverse notre pays.

Ce numéro sera donc aussi pour nous l'occasion de faire revivre aux paysans les moments forts de ce prix et ainsi le leur restituer parce qu'ils en sont les principaux artisans. C'est aussi notre manière de dire merci à tous ceux qui nous ont soutenus d'une manière ou d'une autre pour y parvenir.

Mais, comme le disait Nelson Mandela, après avoir gravi une haute colline, tout ce que l'on découvre, c'est qu'il reste beaucoup d'autres collines à gravir. Et justement la prochaine que nous tenterons d'escalader, avec encore plus d'énergie, sera celle de l'insertion socio-économique des jeunes...Merci de vous joindre à nous ou au moins nous souhaiter bonne chance.

Deogratias NIYONKURU

Courrier des lecteurs

**Monsieur le Directeur de publication de la Voix
Des Collines,**

Depuis quelques années, la CNAC, INADES et ADISCO, vous nous avez poussés à construire des stations de lavage de café contrôlés par nous les paysans en nous promettant des prix meilleurs. Cette année néanmoins, le COCOCA nous propose des prix plus faibles et la paie est très tardive. Comment expliquer une telle situation ?

Jacques Ruhuna, caféiculteur du Kirimiro

Cher Jacques,

La question que tu poses est très complexe. En effet, les cours du café sur le marché mondial est pour l'instant très faible et certains opérateurs qui ont payé cash au moment où ces cours étaient plus élevés ont pu offrir des prix plus élevés, mais sont confrontés à de graves problèmes, parce qu'à la vente de ce café, ils ne pourront jamais rentrer dans leurs frais. De plus, rien ne garantit d'ailleurs qu'ils vont toujours offrir de tels prix à moins d'une stratégie volontariste pour couler les coopératives et pouvoir les récupérer.

Précisons d'emblée qu'aujourd'hui le COCOCA ne vous propose qu'une avance et qu'une seconde, voire une troisième paie pourraient être organisées quand le COCOCA aura terminé de vendre tout votre café et déterminera le prix exact auquel un kg cerise sera payé étant donné que le café et les coopératives vous appartiennent. L'augmentation des quantités commercialisées par le COCOCA qui ont plus que triplé combinée à la situation difficile que connaît notre pays, ont fait que le COCOCA n'a pu obtenir que la moitié du crédit sollicité pour payer la cerise de toutes les coopératives.

Le COCOCA (à juste titre) a toujours condamné la paie cash des producteurs, parce que le paysan n'arrive plus à réunir une somme suffisante d'argent pour lui permettre d'investir dans l'amélioration de son habitat, la scolarisation des enfants, l'achat d'équipements etc. Le paiement cash du café ne peut qu'appauvrir les paysans et c'est ce que refuse le COCOCA.

Malheureusement, cette année, le cours mondial en début d'année était élevé et n'a fait que chuter progressivement contrairement aux années antérieures où le COCOCA avait offert un prix souvent plus élevé que les opérateurs privés.

C'est pourquoi, il est très important que les paysans fassent preuve de beaucoup de compréhension. Il est possible que ce soit une perte sur une année, mais sur le long terme, il est certain que le paysan qui vendra à sa coopérative gagnera toujours plus que celui qui vendra aux privés. Ne réagissons pas à court terme. C'est cela les règles du commerce. On perd aujourd'hui et on gagne le lendemain.

Prenez patience jusqu'à la vente de tout le café des coopératives et préservons à tout prix les acquits si chèrement acquis de contrôle de la filière café par les paysans eux-mêmes.

La Rédaction

En hausse



La CNAC qui vient de lancer son outil financier : la CECABU (Coopérative d'Épargne et de crédit des Caféiculteurs du Burundi)

L'importateur d'engrais de Cibitoke qui a livré les engrais avec un mois de retard

En baisse

Les gagnants au concours

Vous avez participé nombreux au concours, six cent quatre vingt quatre lecteurs (684) et nous profitons de cette occasion pour vous remercier de votre participation. Cela nous a prouvé que vous lisez votre journal "La Voix des Collines". Cela nous a également montré que nous ne faisons pas cavalier seul, les informations que nous vous donnons à travers ce journal sont importantes pour vous et contribuent à votre développement et celui de vos menages.

Après une lecture minutieuse de vos réponses aux questions que nous avons posées dans le concours sur les variétés de haricot et de maïs, nous avons constaté que 142 personnes ont donné les bonnes réponses. Nous avons alors procédé au tirage au sort pour choisir les dix candidats annoncés dans le concours dans les 142.

Voici la liste des dix heureux gagnants

- IGG dukutsanye SINDAHARAYE Claver, 71151495, NTUKAMAZINA Sylvestre, 79831602)
- IGG SHIRUKUBUTE, NITORA Ananias, BUGURANA, NTUNDA, GITARAMUKA 76 319039
- IGG TUZAMURANE, Gahungu Joachim, 79 901 286, 79 127 460
- IGG TWUNGURANUBUMENYI, NIBITUNGANYA Floride, Nyabihanga , MUNAGO, kibungo 79 789 249,
- IGG TURAMURANE, NIBIGIRA Bonose, kibungo, Munago, NYABIHANGA 79 212 122
- DUSHIME Médiatrice, Rusagara, Rugajo, MUGINA, 77 688 699
- MANARIYO Donate, Magembe, Gakere, KIREMBA, Ngozi, mutuelle TURWANIRAMAGARA, 79 148 929
- HARERIMANA Cyprien, BUGERA, BUZIRACANDA, NDAVA, IGG TUJABUTSANYE
- MISAGO André, KABUYE-SHORORO, VUMBI, KIRUNDO, 71 599 238
- NTAMAVUKIRO Jean Baptiste, Masasu, Gasorwe, IGG BIRASHOBOKA

Les bonnes réponses

Les deux variétés de haricot étaient les suivantes : INAKAYOBA et BISERA. Ces deux variétés donnent de bons rendements en comparaison avec d'autres variétés, elles donnent de très bons résultats presque partout dans le pays et sont surtout précoces.

Les variétés de maïs sont les suivantes : ZM 605 – 24 et ECAVL2 ; ces deux variétés donnent de très bons rendements.

Contactez les animateurs de l'ADISCO pour recevoir votre prix.

La question de l'emploi des jeunes au Burundi

1. Etat des lieux

Comme la plupart des pays en voie de développement, le Burundi est caractérisé par une croissance vertigineuse de la population. Il fait face à une situation préoccupante entre la demande et l'offre d'emploi par le fait qu'une bonne partie de jeunes diplômés tout comme ceux ayant un faible niveau de scolarisation sont confrontés au chômage. Est chômeur, au sens du BIT, toute personne n'ayant pas exercé une activité économique, ne serait-ce qu'une heure durant les quatre dernières semaines. Au sens large, c'est la catégorie des personnes sans emploi qui n'ont pas cherché du travail au cours des deux dernières semaines mais qui sont prêtes à occuper un emploi si elles en trouvent.

La problématique de chômage des jeunes au Burundi donne matière à réflexion. En effet, les jeunes représentent plus de 60% de la population avec un taux de chômage très élevé (en moyenne 13,3%¹), la capacité d'accueil du système scolaire donnant accès directement à un métier est nettement insuffisante. Il se fait malheureusement que dans le milieu rural les conditions de vie sont également préoccupantes et encouragent les jeunes à l'exode rural. Les jeunes sont parfois des laissés-pour-compte et la situation débouche à des frustrations, à des aggravations de tensions au sein de la société ; d'où le phénomène de bandes de voleurs et de malfaiteurs.

Bien que le gouvernement burundais se soit fixé comme objectif de renforcer la formation professionnelle par l'introduction du système de l'école fondamentale permettant aux jeunes de suivre des cours sur l'entreprenariat afin de leur faciliter l'accès à l'auto-emploi, les initiatives en cours pour aboutir aux solutions durables à ce problème n'ont pas

“ Les jeunes sont parfois des laissés-pour-compte et la situation débouche à des frustrations, à des aggravations de tensions au sein de la société ; d'où le phénomène de bandes de voleurs et de malfaiteurs. ”



encore atteint des résultats probants. C'est pourquoi les pouvoirs publics nationaux, les partenaires œuvrant dans le secteur de la jeunesse continuent à se pencher sérieusement sur les politiques, à proposer des axes stratégiques ainsi que des mécanismes de mise en œuvre afin de remédier à la situation de chômage des jeunes au Burundi.

Les parties prenantes : le gouvernement, la société civile et les jeunes ont examiné, au cours des ateliers de concertations organisés à travers tout le pays, les raisons qui sous-tendent le phénomène de chômage des jeunes au Burundi et en ont déduit les contraintes majeures ci-après auxquelles se heurtent les initiatives d'insertion socio-économique des jeunes².

- un profond déséquilibre entre la croissance économique lente et la démographie galopante ;
- un déséquilibre sur le marché du travail entre l'offre et la demande de l'emploi;



- la fonction publique qui, jadis, était le grand pourvoyeur d'emplois, est aujourd'hui incapable d'embaucher tous les demandeurs d'emploi, le

2. Quelles politiques et stratégies ?

Confronté au problème de chômage des jeunes, le Gouvernement du Burundi en collaboration avec ses partenaires, le secteur privé, la société civile et les associations des jeunes collaborent progressivement dans la mise place des politiques nationales orientées vers l'insertion socio-économique dont les plus importantes sont :

2.1. La Politique nationale de l'enseignement technique, de l'enseignement des métiers et de la formation professionnelle

La Politique nationale de l'enseignement technique, de l'enseignement des métiers et de la formation professionnelle a pour objectif principal de former une main-d'œuvre qualifiée, en nombre suffisant, répondant aux besoins de l'économie communautaire, nationale et internationale. Elle repose sur les axes stratégiques à trois thématiques à savoir :

personnel déjà engagé étant pléthorique;

- la volonté politique ne fait pas encore de la jeunesse une priorité, les moyens engagés restant faibles. En effet, le budget alloué à l'accompagnement/appui à l'autopromotion des jeunes est insignifiant (0,29% du budget national) ;
- le système éducatif burundais n'est pas adapté au besoin du marché de l'emploi. En outre, il manque un cadre harmonisé d'insertion socio-économique des jeunes au niveau des intervenants ;
- l'environnement du climat des affaires attire très peu d'investisseurs ;
- les difficultés d'accès aux crédits faute de garanties de remboursement ; les jeunes n'ont pas d'hypothèque à présenter aux banques, d'où ils sont souvent mis à l'écart du système financier dans notre pays ;
- l'esprit attentiste chez les jeunes, accentué par l'aide facile distribuée par certaines organisations humanitaires ;
- des critères de sélection fondés sur l'exigence d'une longue expérience professionnelle ;
- la prolongation de l'âge de la retraite qui maintient les personnes très âgées en service au détriment des jeunes candidats au travail ;
- les efforts de développement concentrés plus en milieux urbains au détriment des milieux ruraux.

Face à ces défis, quelles politiques, quelles stratégies et outils pour s'en sortir ?

de main-d'œuvre.

Il découle de cette politique les axes stratégiques suivants :

- Placer l'emploi au cœur des politiques macroéconomiques et sectorielles pour influencer sur la demande de l'emploi ;
- Développer les compétences et l'employabilité ;
- Promouvoir le secteur privé, la protection sociale et développer les entreprises pour la création d'emplois décents ;
- Instituer une politique de dialogue et de la gouvernance du marché du travail ;
- Promouvoir l'emploi des jeunes, des femmes, des personnes vivant avec un handicap et l'inclusion sur le marché du travail.

Placée sous la tutelle du Ministère ayant la jeunesse dans ses attributions, ce dernier a mis aussi en place

l'Observatoire de l'Emploi et de la Formation pour tenter de trouver des solutions à l'inadéquation actuelle entre la formation et l'emploi.

2.3. La Politique nationale de la jeunesse

Cette politique n'est pas encore adoptée mais est dans le processus de l'être. Son objectif principal est d'améliorer le bien-être des jeunes et faire d'eux des acteurs du changement vers leur auto-développement.

Ses axes stratégiques s'énoncent comme suit :

- Mettre en place un cadre légal et des structures de mise en œuvre ;
- Développer des alternatives de formation civique et professionnelle en faveur des jeunes ;
- Améliorer l'accès des jeunes aux services de santé ;
- Améliorer l'accès des jeunes à l'emploi et à l'auto-développement ;
- Tenir en compte les groupes spécifiques (handicapés, déscolarisés, jeunes filles mères, rapatriés...).

3. Quels outils ?

Afin de réduire le chômage et la pauvreté par l'insertion socio-économique des jeunes, le gouvernement du Burundi et ses partenaires recourent à différents outils de mise en œuvre que sont les services, les programmes et projets pour l'opérationnalisation des politiques et stratégies adoptées.

3.1. Création de l'office burundais de l'emploi et de la main-d'œuvre (OBEM)

Dans la mise en œuvre effective de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) adoptée, le gouvernement s'est doté d'un office de l'emploi et de la main d'œuvre, une première. Cela a été matérialisé le 17 janvier 2015 par le décret N° « 100/20 du 27 janvier 2015, portant création, organisation et fonctionnement de l'Office Burundais de l'Emploi et de la Main d'œuvre (OBEM) ».

Aux yeux de certains observateurs, cet office arrive comme une panacée au chômage qui hante surtout les jeunes diplômés dans notre pays. En effet, l'OBEM ressemble beaucoup à l'ancienne « Main d'œuvre » qui a permis beaucoup de gens à décrocher de l'emploi après s'y être uniquement inscrits comme demandeurs d'emploi.

L'article 3 du décret portant mise en place de cet office précise les principales missions :

Dans le moyen et long terme, la mise en œuvre de cette politique aboutira à l'émergence d'une jeunesse formée, responsable, patriote, indépendante et créative, capable de prendre en main son destin.

Outre les stratégies inhérentes aux politiques développées ci-haut, les stratégies suivantes contribuent également à solutionner la problématique de chômage des jeunes au Burundi:

- Les réformes institutionnelles et organisationnelles des ministères et institutions en charge de la formation et de l'accompagnement des jeunes ;
- La mobilisation des fonds et des capacités techniques du Gouvernement, des PTF, du secteur privé, de la société civile ;
- Le renforcement des capacités des jeunes ;
- La mise en place des fonds d'appui et des fonds de garantie pour lancer les initiatives entrepreneuriales des jeunes ;
- L'organisation des activités socioculturelles pour les jeunes dans le pays.

- Canaliser toutes les offres et les demandes d'emploi de tous les secteurs publics et privés et de les mettre à la disposition du public ;
- Contribuer à l'élaboration des stratégies de mobilisation des partenaires et des ressources pour la création et la promotion d'emploi ;
- Procéder à la collecte, à la centralisation, à l'analyse et à la diffusion des données relatives au marché de l'emploi ainsi que réaliser toutes études sur l'emploi et la formation professionnelle jugées indispensables ;
- Promouvoir l'auto emploi et l'entrepreneuriat à travers des cadres d'échanges permanents et mettant l'accent sur les groupes vulnérables en partenariat avec les ministères et les secteurs intéressés par la question ;
- Concourir à la mise en œuvre des activités de formation professionnelle, au perfectionnement, reconversion et d'insertion en partenariat avec les ministères et les secteurs concernés par la question ;
- Assurer l'accueil, l'information, l'orientation, les conseils ;
- Participer à la promotion de la mobilité de la main d'œuvre dans l'espace de la communauté est africaine ;

- Valoriser les petits métiers par des modules spécifiques.»
- L'on peut lire, à travers les missions de l'OBEM, la volonté du Gouvernement de prendre à bras le corps la grande problématique du chômage au Burundi, mais aussi le désir de transparence, de gouvernance à travers les mécanismes efficaces de gestion des offres d'emplois publics et pri-

vés désormais centralisées dans cette Institution pour les mettre à la disposition du public et sur concours.

3.2. L'agence burundaise de l'emploi des jeunes

L'agence burundaise de l'emploi des jeunes (ABEJ) est un établissement public à caractère administratif doté d'une personnalité juridique.

Qu'attendre de l'ABEJ pour les jeunes sans emploi ?

“La Voix des Collines” a eu une interview avec l'Administrateur Directeur Général de l'Agence burundaise pour l'emploi des jeunes (ABEJ en sigle), Monsieur Dieudonné GASORE, il nous décrit le travail de l'ABEJ et son apport aux jeunes.

Parlez- nous brièvement de l'ABEJ.

L'Agence burundaise pour l'emploi des jeunes est une institution qui a été créée par décret présidentiel en 2010, son objectif principal c'est de trouver des voies et moyens pour que la jeunesse burundaise puisse avoir accès à l'emploi, à l'auto-emploi ou accéder à des activités génératrices de revenus, à la formation en entrepreneuriat et changement des mentalités. C'est dans cette logique que nous opérons au sein de l'agence.

L'ABEJ est une institution de l'Etat qui dépend du Ministère de la Jeunesse, des sports et de la culture mais qui jouit d'une personnalité juridique et financière autonome. Notre premier financier est l'Etat qui appuie le programme qu'on appelle “Stage de premier emploi”. C'est un stage qu'on octroie aux jeunes diplômés, du niveau A2 jusqu'au-delà. On cherche des services d'accueil qui nous donnent les profils des stagiaires recherchés. Nous contactons alors des entreprises, soit gouvernementales, soit privées. Les stagiaires passent neuf mois dans ces organisations ou institutions d'accueil. Nous leur assurons les frais de déplacement pendant six mois à concurrence de 60.000Fr par mois. Ce n'est pas si important mais quand même ça leur permet de prendre le bus et aller faire le stage. Nous insistons sur le fait que le (la) stagiaire acquiert une expérience quitte à séduire l'employeur pour que finalement il (elle) puisse éventuellement trouver de l'emploi auprès de l'organisation qui l'a accueilli. C'est aussi une opportunité pour le ou la sta-

giaire d'acquérir une certaine expérience parce que nous avons constaté que beaucoup d'employeurs exigent le plus souvent de l'expérience. On parle toujours de l'expérience professionnelle alors que l'expérience professionnelle ne s'acquiert que quand on a de l'emploi. C'est donc une chance que nous offrons à ces jeunes de passer six mois dans une boîte à faire le stage qui est toujours sanctionné par un certificat que le candidat peut présenter chez un employeur potentiel. Avec le financement que le Gouvernement disponibilise, l'ABEJ accompagne 250 candidats stagiaires par an. Le deuxième volet concerne le plaidoyer pour qu'on puisse augmenter les effectifs des candidats. Les résultats que nous sommes en train d'enregistrer dans ce sens nous font espérer que l'effectif des stagiaires sera majoré.

Nous avons également d'autres bailleurs de fonds notamment le Fonds international pour le Développement de l'Agriculture, FIDA, qui finance, à travers son programme PRODEFI, le volet emploi jeunes ruraux dans deux provinces pilotes de Bubanza et Ngozi. Nous bénéficions également des fonds de la Banque africaine de développement (BAD), qui a financé l'acquisition du matériel et équipements informatiques et les panneaux solaires pour nous autonomiser en électricité, étant donné que nos bureaux se trouvent dans une zone résidentielle où on connaît régulièrement des coupures électriques. La BAD a aussi financé deux formations que nous qualifions de très positives. La première formation a été dispensée à 60 jeunes

“
Nous offrons à ces jeunes une chance de passer six mois dans une boîte à faire le stage qui est toujours sanctionné par un certificat que le candidat peut présenter chez un employeur potentiel.”

en hôtellerie et restauration, sur une période de 110 jours. C'est une période assez significative pour que les jeunes s'imprègnent des techniques importantes dans ce domaine. La deuxième formation en tourisme concerne 70 jeunes sur 110 jours. Ces formations sont sanctionnées par un certificat.

L'Agence burundaise de Promotion des Investissements (API) a aussi financé une formation en entrepreneuriat pour 50 jeunes pendant deux semaines et sont pour le moment en train de rédiger leurs plans d'affaires. Leurs microprojets pourront éventuellement être financés par nos bailleurs de fonds.

L'autre partenaire qui nous appuie pour le moment c'est l'ambassade des Etats Unies. Elle a installé dans nos locaux « L'AMERICAN CORNER » qui est un centre d'apprentissage de l'Anglais. Elle a aussi mis à notre disposition un staff spécialisé dans les techniques de communication, l'informatique et dans les programmes très développés en Anglais, ce qui donne une possibilité considérable aux jeunes d'apprendre l'Anglais, de communiquer dans cette langue mais aussi de faire des recherches.

Nous sommes en train de développer d'autres projets et établir des contacts avec d'autres bailleurs de fonds potentiels. L'organisation COUNTERPART INTERNATIONAL a ainsi été intéressée par les nouveaux projets que nous venons de concevoir et lui proposer.

Aujourd'hui le chômage est une question d'actualité, quelle est la situation chez les jeunes dans notre pays ?

Le chômage au Burundi est une situation alarmante parce que en grande partie des jeunes qui ont un



Les jeunes qui terminent leurs études n'ont pas encore changé de mentalité pour pouvoir commencer avec de petits projets ; ils croient que l'Etat est encore en mesure de leur donner de l'emploi. //

potentiel de créer leur emploi n'y arrivent pas. Les jeunes qui terminent leurs études n'ont pas encore changé de mentalité pour pouvoir commencer avec de petits projets ; ils croient que l'Etat est encore en mesure de leur donner de l'emploi. C'est justement sur cette donne que nous sommes en train de travailler pour que les jeunes changent leur mentalité et s'ouvrent à d'autres opportunités. Je n'ai pas les chiffres en tête mais je vous dirais que c'est une situation alarmante surtout chez les jeunes diplômés. A titre d'exemple, il y a une formation technique qui existait depuis longtemps, le niveau A3. Les diplômés du niveau A3 n'ont aujourd'hui aucune possibilité de trouver de l'emploi parce que leur diplôme n'est plus reconnu dans aucune institution. Ce sont des jeunes qui sont laissés à eux-mêmes parce qu'ils ne parviennent à se caser nulle part. Regardez les lauréats des universités ! Combien d'universités on a pour le moment ? Ces lauréats ont du mal à se caser. Ceux qui donc croient qu'il n'y a de chômage au Burundi, ils se trompent énormément.

Pour les jeunes du monde rural, ils vivent dans une situation plus ou moins similaires à ceux de la ville, avec quelques dissemblances près. Ceux du monde rural sont prêts à affronter la vie comme elle se présente, ils parviennent à faire de petits travaux (ou petits métiers) générateurs de revenus. Tout le monde vit en dessous du seuil de la pauvreté, mais eux au moins ils sont capables de se débrouiller mais aussi ils sont prêts à démarrer de petits projets. Je vous

dirai à titre d'exemple qu'avec le PRODEFI dans son volet "emploi jeunes ruraux", on donne aux jeunes ruraux de petites formations de courte durée et on leur demande de monter de petits projets. Ils acceptent de monter de petits projets pour un montant de 50.000fbu à 100.000fbu et parviennent à réaliser quelque bénéfice. Par contre, ceux qui ont des diplômes pensent aux gros projets de 30 à 50 millions que les institutions de micro finances ne peuvent financer ; elles privilè-





gient de petits projets moins risqués que les gros projets qui englobent de gros montants et dont la viabilité n'est pas certaine.

Les jeunes diplômés sont les plus touchés par le chômage au Burundi. La raison est simple, un jeune diplômé n'accepte pas de travailler pour un salaire de moins de 100.000fbu. Les entreprises elles-mêmes en difficultés, disent ne pas être en mesure d'accueillir des candidats inexpérimentés qui réclament des salaires élevés. Elles craignent que de tels recrutements n'influent sur les rendements de l'entreprise.

Que peuvent attendre les jeunes de l'ABEJ ?

Pour les jeunes avec que nous accompagnons, nous leur montrons qu'ils peuvent commencer modestement et grandir progressivement. Nous venons d'obtenir un résultat positif chez les jeunes de Gashikanwa en province Ngozi. Après une formation dont ils ont bénéficié du FIDA, nous leur avons rappelé dans cette formation que même s'ils sont diplômés ils ont appris à l'école le cours de travaux pratiques agricoles et donc qu'ils peuvent entreprendre de petits projets agricoles. Les jeunes se sont organisés en association et ont démarré avec la location des plates-bandes dans les marais pour cultiver les amarantes. Aujourd'hui, ils produisent les amarantes et d'autres jeunes de Ngozi se sont constitués en association pour la commercialisation des produits de leurs collègues de Gashikanwa et ils gagnent ainsi des revenus importants.

C'est donc dans cette logique que nous sommes en train d'inviter les jeunes pour qu'ils se regroupent

en associations. Même s'ils sont enseignants quelque part ils peuvent faire autre chose et améliorer leur revenu. C'est un plus pour la famille. Nous ne pouvons pas prétendre que nous pouvons donner de l'emploi aux jeunes parce nous ne sommes pas une institution pourvoyeur d'emploi, mais au moins nous sommes pourvoyeurs de formations et d'informations dans le but de changer de mentalité..

/// Avec le PRODEFI dans son volet "emploi jeunes ruraux", on donne aux jeunes ruraux de petites formations de courte durée et on leur demande de monter de petits projets. Ils acceptent de monter de petits projets pour un montant de 50.000fbu à 100.000fbu et parviennent à réaliser quelque bénéfice. ///

Quelles sont les perspectives de l'ABEJ ?

L'ABEJ vise entre autres la diversification d'intervenants en matière de financement. Nous voudrions aussi que l'Etat revoie à la hausse sa part de financement. L'ABEJ est une sorte d'incubateur de projets. Cette année nous sommes en train de voir comment nous pouvons encadrer au moins 1000 jeunes ; ce qui est important par rapport aux années précédentes, mais nous comptons toucher 5000 jeunes si les projets que nous avons élaborés sont acceptés par

nos bailleurs de fonds. Nous souhaitons toucher un nombre croissant de jeunes chaque année.

Un dernier message à la jeunesse burundaise

Comme dernier message, les jeunes doivent comprendre que l'Etat n'est plus en mesure de donner de l'emploi à tout le monde. De ce fait, ils doivent changer de mentalité et penser à créer leurs propres entreprises, si petites soient-elles, à partir de petits moyens, rien que 10.000fbu, 20.000fbu, etc. Ils peuvent s'en tirer.

**Propos recueillis par
Jonas Eric UWIZERA**

3.3. Le Projet emploi jeunes ruraux

Le projet Emploi jeunes ruraux (EJR) est une composante additionnelle au Programme d'appui au développement des filières (PRODEFI) mis en place pour agir sur la question de l'emploi des jeunes ruraux. Il appuie les jeunes ruraux et urbains de 16 à 30 ans dans 4 communes de 2 provinces pilotes de Ngozi (Gashikanwa, Ngozi) et Bubanza (Gihanga, Bubanza) depuis 2013. Il lui a été assigné la création en 4 ans de près de 20 000 emplois pour les jeunes. Le financement du projet approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA en novembre 2012 est de 6,6 millions d'USD. C'est un projet qui a le mérite d'injecter des fonds dans le milieu rural pour l'insertion des jeunes mais qui peut malheureusement encourager en même temps l'esprit d'attentisme chez les jeunes qui espèrent plutôt trouver des dons faciles à l'image des autres projets du FIDA.

3.4. Le Projet appui à la formation professionnelle et technique

L'Appui à la formation professionnelle et technique (AFPT) est un projet de la coopération technique belge dont la logique d'intervention est de remédier aux principales causes de l'inadéquation formation-emploi par le développement de nouveaux modules pour la formation technique et professionnelle et le développement d'un programme d'insertion et d'accompagnements des lauréats. Le projet enregistre déjà à son actif l'amélioration de la gestion stratégique et interne de 10 établissements de l'EFTP, la création de 10 cellules d'insertion profes-

sionnelle dans chacune des établissements appuyés, la finalisation de 60 dossiers d'appui aux AGR pour l'insertion professionnelle des lauréats sous forme d'appui aux premiers consommables, de leasing ou de microcrédits à des taux d'intérêt très bas.

3.5. Le Burundi business incubator

Le Burundi business incubator (BBIN), premier incubateur d'entreprises au Burundi est un organisme d'aide et d'accompagnement à la création d'entreprises. Il a pour mission principale d'assister les porteurs de projets innovants en vue de la création d'emplois à travers la promotion de l'entrepreneuriat. Sous l'impulsion de la coopération néerlandaise et de l'USAID, le BBIN a déjà organisé des formations à l'attention des entrepreneurs répartis dans 20 différents secteurs économiques du pays, il a en outre organisé des concours d'innovation et octroyé les prix aux trois meilleurs exposants (1-3 millions BIF). Le BBIN a signé une convention avec la BCB pour la mise en place d'un fonds de garantie (de bonification) à un taux d'intérêt modéré (11%) pour des montants compris entre 5 et 10 millions de Fbu, ce qui a permis l'octroi de crédits à cinq jeunes pour la création d'incubateurs et de petites unités de transformation.

A côté des initiatives étatique se développent d'autres initiatives privés comme la MDE de l'ADISCO dont nous parlerons plus tard, le centre Don Bosco de Buterere et plusieurs initiatives d'autres ONG nationales et internationales.

4. Conclusion

En dépit de nombreuses initiatives du Gouvernement du Burundi, des partenaires techniques et financiers, du secteur privé, de la société civile, y compris les associations des jeunes ; le chômage, la pauvreté, le sous-emploi et le manque de formations adaptées aux opportunités du marché du travail demeurent des défis majeurs. Aussi, le fait que les interventions des parties prenantes se font encore de manière isolées affecte gravement la lutte contre le chômage des jeunes; il est dès lors plus que pressant de créer un cadre de coordination de toutes les initiatives qui s'inscrivent dans l'optique de la réduction du chômage et de veiller à la décentralisation de ces mécanismes.

Par ailleurs, le chômage des jeunes est un phénomène complexe qui demande la conjonction de plus éléments pour l'endiguer. C'est pourquoi, il importe que l'esprit entrepreneurial éclore chez les jeunes afin de profiter des opportunités qui s'offrent pour entreprendre et d'autre part parvenir à mobiliser suffisamment de ressources qui permettent aux jeunes de se lancer.

Les financements conséquents peuvent accélérer la mise œuvre des programmes et stratégies élaborés en faveur des jeunes, réduire le niveau de la pauvreté et par ce fait encourager leur insertion socio-économique.

Léon NDIKUNKIKO

Expérience de l'ADISCO dans l'appui à l'insertion socio-économique des jeunes

Les jeunes de moins de 35 ans représentent au Burundi l'essentiel de la population. Une majorité de cette jeunesse vit cependant en dilettante. Sans éducation scolaire, sans formation professionnelle, sans aucune chance de promotion humaine, beaucoup de jeunes ruraux préfèrent l'exode vers les villes du pays en espérant un avenir meilleur. Malheureusement, cet espoir auquel ils s'accrochent est tout aussi incertain.

Cette jeunesse massive et sans avenir représente un véritable risque d'instabilité du pays, ADISCO a fait de cette question brûlante une priorité. Elle a élaboré et mis en œuvre des programmes structurés autour d'activités permettant aux jeunes de se créer leur propre avenir.

Le soutien de l'ADISCO à l'emploi des jeunes se fonde sur une analyse de contexte qui se résume en cinq points :

1. Le milieu rural reste, malgré tous les problèmes qu'il connaît, le principal réservoir d'emploi dans notre pays, mais les jeunes se désintéressent du modèle agricole actuellement pratiqué par leurs parents ;
2. La densité très élevée de la population a conduit à une réduction drastique des superficies cultivées, voire à l'émergence de paysans sans terre. Seule la promotion d'emplois non agricoles ou en amont ou en aval de la production agricole peut permettre de désengorger le monde rural et offrir de l'emploi aux sans terre ;
3. En milieu urbain, le secteur informel reste le principal pourvoyeur d'emploi (plus de 85% d'emplois se créent dans ce secteur) et il est crucial de travailler à l'amélioration des conditions de travail dans ce secteur ;
4. Seule une volonté politique forte et engagées conjuguée à une mobilisation de toutes les forces vives du pays et des moyens conséquents peut venir à bout de la grave question du chômage des jeunes ;
5. Le chômage des jeunes constitue le facteur majeur de la violence et de l'insécurité dans notre pays.

Nous avons donc structuré notre intervention dans l'appui à l'insertion socioéconomique des jeunes autour de ces cinq axes en développant les programmes/projets ci-après :

1. La promotion de filières agricoles novatrices et attractives pour les jeunes ;
2. La promotion d'emplois non agricoles en milieu rural ;
3. L'amélioration de l'employabilité et de l'emploi dans le secteur informel urbain ;
4. Le plaidoyer pour des politiques d'insertion socio-économique des jeunes efficaces ;
5. L'apaisement des tensions entre les jeunes des partis politiques.

Le projet PAISEJ pour la promotion de filières agricoles novatrices et attractives pour les jeunes

Pendant la phase triennale 2011-2013, 300 jeunes de la commune de Ndava, dans la province de Mwaro ont bénéficié d'un accompagnement de proximité pour améliorer leurs compétences entrepreneuriales et techniques dans la conduite de cultures novatrices orientées vers le marché par le projet appui à l'insertion socio-économique des jeunes (PAISEJ). Il s'agissait au départ de leur assurer une formation psycho humaine en vue d'éveiller leur esprit d'entreprise. Les cultures choisies étaient : le prunier du japon, le maracuja, le bananier amélioré, l'oignon et

l'élevage des poules et des porcs. La nouvelle phase 2014-2016 va porter ce nombre à 500 jeunes et apporter l'appui dans la maîtrise totale de l'ensemble des maillons de ces filières avec un accent sur la transformation des fruits.

Les jeunes de Ndava se sont structurés en une coopérative qui a développé un service de commercialisation des produits des membres et de la communauté. Leur coopérative se prépare à lancer une unité de transformation des fruits en vue de mettre sur le marché des produits de qualité.

Le PAISEJ, financé par le fonds Carlier géré par la Fondation Roi Baudouin est une véritable success story. Les jeunes ont considérablement amélioré leurs revenus et l'accès aux soins de santé de qualité grâce à leur mutuelle de santé comme le témoigne l'un d'eux : Mahangayiko Berchmans



“Je m’appelle MAHANGAYIKO Berchmans ancien conducteur de taxi-vélo et maintenant entrepreneur engagé

dans l’agriculture. J’habite la colline de BUGERA. Je suis membre d’un groupe d’autopromotion et de solidarité (IGG) et j’ai déjà bénéficié de la formation psycho humaine grâce au PAISEJ. A la sortie de la formation, nous avons vite créé un groupe de 8 personnes et avons commencé à mobiliser des ressources. Chacun d’entre nous a pu s’acheter une chèvre. Par la suite, j’ai pu planter 220 plants de pruniers de japon et 75 plants de maracuja dont les fruits ont été vendus à travers la coopérative TWIJABUTSE.

Mon revenu a beaucoup augmenté non seulement grâce aux fruits mais aussi grâce à la vente des œufs produits par mes poules. C’est ainsi que j’ai pu m’acheter une vache d’une valeur de 350 000FBU qui a déjà mis bas et d’un champ de 450 000FBU pour ne citer que cela. Notre mutuelle de santé nous facilite l’accès aux soins de santé. Notre vie est complètement changée, notre alimentation et notre santé se sont considérablement améliorées : la viande, les fruits et les œufs qui n’étaient pas connus dans notre famille sont devenus notre mets quotidien. Je portais rarement des babouches sans oublier ma femme et

mes enfants qui ne connaissaient même pas la couleur des chaussures, mais aujourd’hui nous portons tous des chaussures de notre choix. Imaginez que nous arrivons même à louer une voiture taxi toute une journée pour nous rendre à Bujumbura visiter nos amis...

Mes sept collègues et moi, membres de l’IGG, avons déjà lancé sur notre colline une microentreprise bénéfique à toute la localité. Il s’agit de l’exploitation d’un panneau solaire qui nous a permis de mettre en place un salon de coiffure et recharger les batteries des téléphones portables. Nous avons ainsi créé trois emplois permanents. La population est très fière de notre initiative et ne doit plus parcourir 8 km pour accéder à ces services à Fota. Nous avons débuté avec un capital de 1 600 000 FBU, mais maintenant notre microentreprise a une valeur de 2 500 000 FBU alors que nous ne sommes qu’au début. Personne d’entre nous n’a plus envie de quitter la colline alors que cinq d’entre nous étaient très instables.

De nombreux jeunes de notre colline qui avaient migré commencent à revenir progressivement s’inspirer de nos initiatives. Nous sommes devenus une référence dans le pays. Nous recevons beaucoup de visiteurs y compris des pays de la sous-région notamment du Rwanda et de la RDC. Je me réjouis d’être devenu une référence et formateur des formateurs y compris étrangers voilà mon CV...

Plus important au final aura été l'acquisition d'un esprit d'entreprise qui a permis à ces jeunes de commencer à diversifier leurs initiatives.

Le tableau qui suit présente l'augmentation des revenus des jeunes entre décembre 2013 et décembre 2014.

Année/ Spéculation	Décembre 2013		Décembre-14		Accroissement (\$)	Taux d'accroissement (%)
	Revenu record (\$)	Revenu total (\$)	Revenu record	Revenu total (\$)		
Prunier	846	8 660	1 669	17 315	8 655	100
Maracuja	656	1 501	421	1 697	195	13
Bananier	131	797	173	2 661	1 864	234
Oignon	50	941	80	1 212	271	29
Poules/Œufs	154	1 023	214	1 440	417	41
Chèvre	63	1 041	29	2 891	1 851	178
Porcs	131	2 545	963	17 826	15 280	600
Total		16 508		45 041	28 533	

Grâce à la maîtrise progressive des filières novatrices, le revenu des ménages des jeunes accompagnés a été multiplié par 2.7 entre 2013 et 2014. 54% des jeunes ont actuellement gagné plus de 100 000 Fbu en 2014 contre 29% en 2013 et 5% des jeunes ont gagné plus de 1 000 000 Fbu en 2014 contre 2% en 2013.

Au total, 108 jeunes (soit 35%) en 2014 contre 18 jeunes (soit 7%) ont tiré des moyens consistants (plus de 200 000 Fbu) du projet et peuvent investir dans des actions de plus grande envergure notamment l'achat de vaches (14 jeunes en 2014 contre 3 seulement en 2013). Ces chiffres dépassent de très loin les recettes du café considéré au Burundi comme la principale source monétaire pour les populations rurales. L'impact de ce projet aura été considérable.

- Aucun des jeunes engagé dans le projet ne veut

plus rentrer en ville à la recherche de petits boulots.

- Les jeunes ont développé des liens de solidarité importants entre eux et une grande fierté.
- Les jeunes ont commencé à investir dans des projets de plus grande envergure notamment l'achat de vaches laitières, l'achat de moyens de déplacement (vélos, motos), la création de boutiques, l'achat de moulins ou de plaques solaires qui permettent de lancer de nouveaux services au village (charge batterie, charge des téléphones, salons de coiffure etc.) et qui contribuent à adoucir les conditions rudes du village.

Nous avons le sentiment que nous avons touché du bout des doigts une des voies à privilégier dans la recherche des solutions à la question de l'emploi des jeunes au Burundi.

2. La MDE et la promotion d'emplois non agricoles

Dès 2008, ADISCO en partenariat avec Louvain Coopération a mis en place la Maison de l'entrepreneur (MDE) en vue d'offrir des services non financiers aux candidats entrepreneurs, aux entrepreneurs en activité et/ou en difficulté. La MDE se voulait être un incubateur spécialisé pour les micro-entrepreneurs. Les services offerts par la MDE sont de quatre ordres : la sensibilisation et l'éveil entrepreneurial, la formation, l'appui conseil et la structuration. Même si la MDE a permis de lancer et de former de nombreux entrepreneurs, nous sommes plutôt restés sur notre soif quant à ses performances. La très grande

majorité des personnes qui sont venues vers nous recherchaient avant tout des appuis financiers ou d'accéder au crédit bancaire via le fonds de garantie que nous avons mis en place et qui a été très mal remboursé au départ. Les banques ou les IMF avec lesquelles nous étions en partenariat n'ont jamais vraiment joué leur rôle dans le recouvrement de ces crédits et y ont plutôt vu un moyen facile de donner du crédit sans prendre aucun risque. Le taux d'intérêt qu'elles ont d'ailleurs pratiqué a fortement limité la rentabilité des projets de ces jeunes (18 à 19% par an).

C'est pourquoi, il s'avère essentiel de faire précéder tout appui financier à un entrepreneur par un accompagnement dans la constitution d'une épargne individuelle ou l'adhésion à un groupe d'épargne et de crédit qui puisse lui servir de caution solidaire.

La question de l'accès au crédit reste entière et constituera sans doute pour longtemps le goulot d'étranglement majeur pour le financement des initiatives des jeunes. Il est donc capital de tester différents mécanismes alternatifs, à l'instar du leasing et du capital-risque qui nous semblent donner quelques résultats prometteurs.



3. Le projet TVET : Améliorer l'employabilité et l'auto-emploi des jeunes du secteur informel urbain

Au terme du projet "Un pont partagé vers l'innovation dans le secteur informel, Technical and Vocational Education and Training" financé par l'Union Européenne et à travers les services de la MDE, 1 024 artisans des quartiers nord de Bujumbura de différents métiers ont été formés sur divers modules en entrepreneuriat à savoir la créativité et l'innovation, comprendre le marché, la comptabilité, la gestion des ressources humaines, etc. Les compétences de plusieurs d'entre eux ont été certifiées par le ministère de l'éducation nationale, une raison de fierté certes pour ces jeunes, mais aussi une porte ouverte pour la conquête de marchés plus importants dans le secteur formel. Les modules de formation en entrepreneuriat élaborés par la MDE ont été certifiés par l'Etat pour servir de référence dans tout l'enseignement professionnel national. Grâce à la formation et

l'accompagnement rapproché, 146 artisans urbains ont pu mettre en place des plans d'épargne pour de futurs investissements dans le même métier ou dans d'autres activités génératrices de revenus. 32 groupements d'affaires dont 13 pour les menuisiers, 13 pour les mécaniciens, 5 pour les couturiers et 1 des femmes pour le séchage des fruits et légumes ont été également structurés.

La leçon principale tirée de ce projet est que le secteur informel est un réservoir énorme d'innovations aujourd'hui peu valorisées et qui, mieux accompagné notamment dans l'amélioration de la qualité des produits et la mise en place d'outils de gestion adaptés peut servir de rampe de lancement de l'industrialisation du pays comme l'indique le témoignage de Jean Claude évoqué plus loin.

4. Développer les emplois non agricoles en milieu rural

L'appui au développement d'activités non agricoles en milieu rural est conduit à travers deux projets : le projet PAEJ (projet d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes) financé par la fondation Roi Baudouin dans les communes de Rutegama et Giheta et le projet PADERNA (projet d'appui au développement des emplois et revenus non agricoles) financé par le fonds belge de sécurité alimentaire dans la région du Moso (communes Cendajuru, Gisuru et Kinyinya)

avec comme partenaires WSM/ Solidarité Mondiale et Agakura. ADISCO y assume l'appui à l'entrepreneuriat non agricole.

Après seulement une année (le PADERNA a commencé en octobre 2013 et le PAEJ en janvier 2014), près de 17% des unités artisanales de production parmi les 356 accompagnés ont développé au moins une nouvelle niche-métier et 182 nouveaux emplois ont été créés. Le revenu a augmenté pour quelques

artisans et un comportement d'épargne se développe considérablement chez eux.

Les deux projets travaillent à la fois sur le renforcement des capacités d'entrepreneuriat des artisans déjà en activité et le lancement des jeunes qui sortent de la formation en métiers au sein des CEM (centre d'enseignement des métiers). Alors que les résultats obtenus auprès des artisans déjà actifs sont très prometteurs, la mission semble très ardue pour lancer les finalistes des CEM dans l'auto emploi.

Il faudra sans doute mieux agir sur l'esprit d'entreprise lors de la formation professionnelle sans oublier que la création d'une entreprise exige au-delà de l'outillage que peut apporter un kit, la maturité nécessaire pour gérer une affaire. Ne nous y trompons pas, les jeunes vont à l'école avant tout dans l'espoir de



trouver un emploi facile et non pour se lancer dès le départ dans l'aventure périlleuse de s'en créer un. On estime en Occident que seuls 5% des entreprises lancées réussissent et cela ne devrait pas être différent en Afrique où les conditions sont encore plus difficiles.

5. Le plaidoyer pour l'insertion socioéconomique des jeunes

C'est dans le cadre du réseau RAPES-GL financé par l'IRED/Genève et la Fédération genevoise de coopération que nous avons conduit des actions en faveur de l'emploi des jeunes (parallèlement avec des actions de plaidoyer sur les politiques agricoles). Il s'agissait d'organiser des visites d'échanges et des foires pour les jeunes, de conduire des études en vue d'alimenter les actions de plaidoyer et de conduire ces actions. Les actions étaient conduites au Burundi, en RD Congo et au Rwanda.

Les visites d'échange d'expériences ont connu un succès très important. Les jeunes paysans ont pu échanger des semences et des techniques qui ont été diffusés chez d'autres jeunes. Des technologies non agricoles ont pu également être diffusées notamment des foyers améliorés, la fabrication de machines-outils simplifiés etc.

La conclusion que nous avons tirée de ces échanges est qu'une des contraintes majeures à l'entreprena-



riat dans nos pays reste la capacité de trouver des produits innovants et il ne faut pas hésiter à leur faire des propositions qui devront donc être testées avec eux. Pour des jeunes qui n'ont pas accès à une bibliothèque ou à l'internet et qui n'ont pas de chances de voyager, il nous semble hypocrite de les

laisser à leur sort en espérant qu'ils vont innover. Un concours d'innovation organisée par la MDE et le PADERNA a clairement montré que les idées les plus novatrices au Burundi provenaient surtout de rapatriés surtout de Tanzanie.

Des actions de plaidoyer ont été aussi conduites en partenariat avec d'autres acteurs et qui ont conduit à la mise en place de la politique nationale d'emploi des jeunes et d'instruments comme l'ABEJ évoqués plus haut dans ce journal.

6. Contribuer à apaiser les tensions entre les jeunes des différents partis politiques

Le projet Intamenwa (les indivisibles) financé par l'USAID au consortium Search for Common Ground, CEDAC et ADISCO a pour ambition de participer à l'apaisement des tensions entre les jeunes des différents partis politiques. Alors qu'ils vivaient œil pour œil et dent pour dent »⁵, les jeunes des partis politiques des communes choisies ont été rapprochés à travers une démarche intégrée qui inclut des formations dans la gestion des conflits, des rencontres ludiques et sportives susceptibles de créer la confiance ainsi que des activités génératrices de revenus.

La stratégie semble porter des fruits, parce que le projet a surtout visé les leaders des mouvements



des jeunes des différents partis de la localité. Aujourd'hui, malgré de graves tensions qui règnent dans le pays, les collines où se sont opérés ces projets sont encore calmes alors qu'elles étaient parmi les plus fébriles au début du projet.

CONCLUSION

L'appui à l'insertion socioéconomique des jeunes devrait devenir une des priorités majeures de l'Etat. Mais la méthode pour le faire reste loin d'être facile. Alors que les jeunes exigent des financements faciles pour se lancer, l'expérience nous montre que la préparation psychologique, l'éveil entrepreneurial demeure de très loin la principale clé de réussite. Très peu de gens au final sont des entrepreneurs et il faut aider les plus habiles à créer de l'emploi pour les autres et ne pas continuer à croire que tous les paysans ou tous les artisans sont des entrepreneurs.

Former à (ou mieux stimuler) l'esprit d'entreprise, agir sur la qualité des produits, valoriser ceux qui ont déjà commencé quelque chose, promouvoir des produits innovants aussi bien en milieu rural et urbain, conjugué à des politiques ambitieuses de soutien aux entrepreneurs sont les voies à privilégier pour trouver des solutions à cette grave question.

Il faut agir très vite et avec beaucoup de détermination. C'est la condition sine qua none pour la stabilité et le développement de notre pays.

Deogratias NIYONKURU

Expression d'un chef de parti qui invitait les siens à répondre aux attaques des jeunes d'un autre parti

Les jeunes sont –ils capables d’entreprendre ?

Nous l’avons déjà signalé dans les lignes précédentes, certaines jeunes parviennent à percer le secret de l’entrepreneuriat. Votre journal “La Voix des Collines” a eu une interview avec Claude NIYIMBESHAHO, Directeur de l’entreprise SAICO (SAFINA INDUSTRIY COMPANY) qui produit différents jus et farines de qualité répondant aux besoins de la santé humaine. Il vous parle de son parcours et ses succès.

Quand est ce que l’idée de la création de cette entreprise est née ?

L’idée est née il y a cinq ans, mais la transformation de nos produits date seulement de trois ans. Nous avons commencé par mener des recherches sur nos produits alimentaires et surtout sur leur valeur nutritive en conformité avec les besoins du corps humain. Nous avons animé des émissions radio en rapport avec la nutrition sur différentes radios, mais nous avons constaté que nos auditeurs recherchaient plutôt des produits à consommer directement.

C’est ainsi que nous avons créé une unité de transformation des produits alimentaires conformes aux besoins de la santé des consommateurs.

Quels sont les produits que vous privilégiez ?

Nous transformons le haricot pour sa richesse en protéines, mais nous produisons aussi diverses farines connues sous le label SAFINA. Il existe la farine SAFINA soja, SAFINA haricot, SAFINA “miraculeuse” ou “SAFINA familio”... Ces différents noms dépendent de ce que nous voulons mettre sur le marché pour distinguer nos produits d’autres produits existants. Nous produisons également une farine à partir du haricot. Nous pouvons produire ainsi des gateaux, des biscuits ou des pains à partir de cette farine. Nous avons constaté que le haricot consommé quotidiennement est très riche en protéines mais les gens ne savent pas comment le préparer pour qu’il livre tous ses secrets alimentaires. C’est ainsi que nous le transformons pour que le zinc et le fer qu’il renferme soit aussi utile pour les consommateurs.

Nous produisons enfin différents jus et cela avec une finesse et une technique que les autres n’uti-



lisent pas, parce qu’au lieu de viser uniquement les bénéfiques, nous privilégions les besoins des consommateurs de nos produits. Les jus sont produits à base des fruits ou des légumes comme la bétérave, culture connue pour ses vertus contre les maladies des reins, l’anémie, ou ses qualités à renforcer l’immunité du corps humain. SAFINA produit également d’autres jus aux vertus divers, comme le jus de gingembre utile pour ceux qui souffrent des maladies cardio vasculaires, le jus d’ail et de papaye utile à la santé de l’homme, etc. Nous poursuivons nos recherches en matière de produits alimentaires. Certains produits ne sont pas encore mis sur le marché pour la simple raison qu’ils n’ont pas encore été approuvés par des laboratoires spécialisés. Pour ce faire, nous collaborons étroitement avec l’Institut de recherche agronomique du Burundi, ISABU en sigle, mais aussi le Centre nationale des technologies agro alimentaires, CNTA en sigle. Nous sommes en train de nouer des partenariats avec de grandes institutions de la communauté est africaine, plus développées et plus efficaces en matière de contrôle de la qualité des produits alimentaires; nos produits seront ainsi compétitifs sur les marchés régionaux et internationaux .

Que dire des marchés de vos produits?

Nos produits ne manquent pas, en tout cas pas pour le moment, de marchés, parce que nous avons d'abord fait un excellent travail de marketing. Nous avons établi des partenariats avec par exemple la coopérative Mutoyi qui vend nos farines. Certains centres de santé ou hôpitaux, comme le centre de santé de KABURANTWA qui apprécie aussi nos farines et achète une tonne de farine chaque mois dans le cadre de la prise en charge des enfants malnutris. Cela nous prouve que nos produits sont appréciés par nos clients. Les gens apprécient également nos produits lors des foires ou des expositions vente auxquelles nous participons souvent. Nous venons d'ailleurs de recevoir une invitation pour participer à une foire où nous présenterons nos produits en Ouganda et au Kenya.

Qui dit entreprise dit aussi personnel. Combien de travailleurs à votre disposition ?

Comme notre entreprise est encore jeune, nous n'avons qu'une quinzaine d'employés. A part deux agents chargés de la distribution de nos produits auprès de nos clients et un autre en charge du marketing, le reste du personnel est affecté à la production. Nous avons parmi eux un comptable, un machiniste; certains sont chargés du mélange et dosage des produits pour une bonne composition nutritionnelle, d'autres s'occupent de l'emballage, etc. Nous avons aussi un chargé des relations avec d'autres entreprises. Notre personnel est affilié à l'INSS parce qu'ils ont des contrats de travail. Pour le moment nous sommes en train d'examiner comment faire soigner le personnel à travers les mutuelles de santé existantes. Leur santé ainsi que celle de leurs familles font partie de nos préoccupations.

Il y en a qui trouvent en Claude un miracle économique. La jeunesse peut-elle entreprendre comme vous l'avez déjà fait?

Il n'est pas facile de se lancer en entrepreneuriat au Burundi. Les jeunes ne trouvent pas de moyens pour se lancer et en conséquence, il n'y a pas d'entreprises gérées par des jeunes. Peut-être ai-je eu une grande chance de porter le flambeau. Lors de nos foires et conférences que nous organisons, nous essayons de montrer à la jeunesse les stratégies pour devenir entrepreneur sans compter sur une

éventuelle contribution extérieure.

Bientôt nous allons nous lancer dans l'agribusiness; nos produits pourront aller au-delà de nos frontières grâce surtout à l'appui de l'ONG CARE INTERNATIONAL, un travail qui sera réalisé dans sept provinces du Burundi. Nous mettrons en place une cinquantaine d'associations des producteurs agricoles et ces dernières formeront une union pour la vente des produits. CARE INTERNATIONAL nous fournira des équipements pour le contrôle de la qualité de nos produits car ayant compris le défi du Burundi en matière de contrôle de la qualité des produits alimentaires.

Quelle a été la contribution de l'ADISCO dans votre succès?

Adisco a beaucoup contribué pour que nous en arrivions aux succès enregistrés aujourd'hui. Parmi ses principaux appuis, je vous citerais, les formations que nous avons bénéficié de la MDE en matière de l'élaboration de plans d'affaires. Après ces formations que nous jugeons capitales, nous avons approché l'ADISCO qui nous a facilité l'accès au crédit grâce à un fond de garantie placé à la BNDE. C'est ce capital qui nous a permis de démarrer et avancer.

Quel est le dernier message que vous pouvez lancer aux jeunes burundais?

Les jeunes burundais doivent comprendre que leur force et leur volonté à agir constituent la première condition pour leur développement intégral. La jeunesse doit aussi comprendre qu'elle ne pourra se développer que si elle se met à travailler dur. Qu'elle n'attende pas tout du Gouvernement ou tout autre "bienfaiteur" mais comprenne plutôt que seuls ses propres efforts pourront changer son destin. Les aides et autres appuis se succèdent au Burundi et disparaissent comme ils sont venus sans vraiment développer le pays. Mais quand la jeunesse prendra conscience que le développement du pays est possible grâce à son énergie, elle pourra agir conséquemment et placer le Burundi parmi les pays émergents de la sous-région.

Nous voudrions également lancer un appel aux différents bailleurs du Burundi, à développer des stratégies pour renforcer leurs appuis aux jeunes

**Propos recueillis par
Jonas Eric UWIZERA**

Fiche technique

La culture du Stevia

Loin de nous la polémique que suscite cette culture qui prend aujourd'hui de l'ampleur dans notre pays sans que les paysans ne soient vraiment éclairés sur ses enjeux.

1. Conduite culturale du Stevia

Le Stevia est une plante qui a deux modes de multiplication (semence et boutures) qui ont chacun ses avantages et ses contraintes. La multiplication par semence est moins coûteuse mais connaît un très faible taux de germination dû à la non viabilité des graines. La multiplication par bouturage est très coûteuse mais c'est la voie la plus utilisée car elle

permet d'obtenir les plantes uniformes avec les caractéristiques identiques à celles de la plante mère. Pour les deux cas de figure, la conduite culturale comprend trois grandes étapes (la production des plants, la plantation et l'entretien du champ jusqu'à la récolte) à mener sur un sol de texture moyenne type limoneux tout en évitant les sols trop argileux.

2. Production de plants

2.1. Production des plants à base de semences

- Préparer les terreaux de 10m² (1 m X 10 m) et 10-20 cm de hauteur chacun ;
- Ameublir le sol et le mélanger avec le fumier bien décomposé (Une brouette de fumier suffit par terreau) ;
- Disséminer les semences sur la surface du terreau et éviter de les recouvrir de terre car les semences ne germent qu'en présence de la lumière ;
- Appliquer plutôt une légère pression avec les mains pour les fixer à la surface.
- Pour un champ d'un hectare, 1 à 1,5 kg de semences suffiront et seront épanchées sur des terreaux totalisant une surface de 200 m². Les bonnes semences sont identifiables par leur couleur noire, tandis que celles de la couleur pâles ne sont pas viables.
- Couvrir le terreau avec une toile de demi - ombre



(produire 50% d'ombre approximativement.) ce qui, au niveau du sol, protégera les semences du dessèchement et du vent jusqu'à ce que les plantules atteignent 1-2 cm ;

- Arroser régulièrement jusqu'à la germination (2 fois/jour sur les sols burundais) : asperger légèrement l'eau sur la toile pour éviter des déplacements du fait de leur faible poids ;
- Entre le huitième et le quatorzième jour, les plantules auront atteint 1 à 2 cm de hauteur, relevez

la toile à 40cm de hauteur ;

- Arroser ces semis 3 fois/jour sur la toile de couverture. Éliminer les semis dépéris et les plantes nuisibles ;
- Pour favoriser une forte ramification, faire l'étêtage quatorze jours après la germination.
- Entre 60- 90 jours, les plantules ont un système de branches bien formé et sont aptes pour le repiquage.



Forme de terreau



Aspect des semences

2.2. La production plants par bouturage

Au lieu d'arracher les plantules pour le repiquage, on fait un habillage pour ne garder que trois rameaux les plus vigoureux. Ce sont ces trois rameaux qui seront coupés pour le bouturage

Les boutures coupées sont transplantées le même jour sur un sol aussi bien préparé que pour le semi. La bande est ainsi couverte de sachet transparent pour limiter l'évapo-transpiration. Après un mois, les boutures ont un système racinaire et sont prêtes pour la transplantation.



Forme de terreau



Aspect des semences

3. La plantation

- La plantation se fait sur des terreaux de 15m² (10 m x 1,5 m) et 10-20 cm de hauteur chacun ;

Chaque terreau est occupé par trois rangées dont les voisines sont séparées de 50 cm ;

- La distance entre les plants d'une même rangée est de 30cm ;
- Le sol est aussi bien préparé que celui du semi ou celui du bouturage ;
- Arroser deux fois par jours (matin et soir) jusqu'à la reprise où on commencera à arroser selon les besoins en combinant l'arrosage au paillage, ce qui limite le développement des mauvaises herbes.



La fertilisation dépend du type de sol, généralement un engrais équilibré en NPK, associé à la fumure organique est appliqué au début de la plantation, puis appliqué seul pendant la croissance et entre les différentes coupes.

Azote (N)

- Appliquer dans le sillon de la plantation 20 kg/Ha de N et 20 jours plus tard 40 kg/Ha d'Azote.
- Après chaque coupe appliquer 70 kg/Ha de répartis en 30% après la coupe et 20 jours après la première application, les 70% restant.

Potassium (K)

Les doses indiquées devront être appliquées sur tout le secteur et ce jusqu'à 20 cm de profondeur. On recommande d'appliquer dans la plantation 30

kg/Ha de K₂O. Après chaque coupe, il faut appliquer 70 kg de K₂O répartis de la manière suivante : 30% après la coupe et les 70% restant 20 jours après la première application.

Phosphore (P₂O₅).

Les sols classés comme bas ou moyens seront corrigés en incorporant un supplément de phosphore à 20 cm de profondeur. On recommande d'appliquer 40 kg/HA de P₂O₅ dans la plantation et après chaque coupe faire le complément de maintien. Ainsi, après chaque récolte, il faut appliquer 20 kg de P₂O₅.

4. Récolte et séchage des feuilles

- Au début de la floraison, quand 5% des boutons floraux seront ouverts, c'est le moment où les feuilles contiennent le plus grand taux de stéviolose : couper les tiges à 5-10 cm au-dessus du sol pour préserver la racine.
- Arroser quotidiennement les 2 premières semaines après la récolte. À partir de la troisième

semaine, arroser 2 fois/semaine.

- Effectuer la seconde récolte 70-90 jours plus tard.
- Rendement moyen 4.000 kg/Ha/an de feuilles sèches pour une culture d'une espérance de vie de 5-6 années sans avoir besoin de renouveler.

5. Séchage des feuilles.

- On a besoin d'un secteur de 100 m² pour sécher la production d'un hectare, c'est-à-dire pour une semaine de collecte. En cas de pluies, la récolte doit être annulée.
- Préférer des toiles de matière plastique pour la zone de séchage.
- Les branches doivent être exposées au soleil pendant 4-6 heures. Il ne doit pas y avoir de superposition des branches. Le point idéal pour les reprendre et les stocker est le moment où elles redeviennent fragiles.
- Après le séchage, éliminer les tiges dont les feuilles virent au brun au séchage et garder celles dont les feuilles restent vertes.
- Séparer alors les feuilles sèches de couleur verte et les tiges.
- Conserver les feuilles séchées dans des sacs en PP et les conserver dans un endroit sec et frais.



De gauche à droite,
les tiges sèches
et les des feuilles
après séparation.



De gauche à droite,
feuilles de mauvaise
qualité et feuilles de bonne
qualité



Cri des collines*

Points de vue des paysans sur le PNSEB

Après plus de trois saisons de subvention des engrais par l'Etat, votre journal « La Voix des Collines » a interviewé quelques paysans bénéficiaires de ce programme, il vous livre dans les lignes suivantes leurs points de vue sur le programme.

NGENDABANYIKWA Dieudonné, chef de colline Kiremba, zone et commune Gasorwe, Province Muyinga

Au début, nous avons eu l'engrais sans difficulté mais la saison passée (2014B) nous avons reçu des quantités insuffisantes. Certains paysans ont dû garder leurs bons, faute d'engrais. On nous a expliqué que le fournisseur se serait trompé sur les quantités à commander mais un mois après la question a été résolue. Pendant toute cette période, le prix de l'engrais sur le marché a connu une flambée exceptionnelle; le prix du sac de 25 kg ayant doublé, passant de 25.000Fbu à 50.000frbu. Nous sommes néanmoins consolés du fait que ceux qui avaient gardé leurs bons ont pu obtenir de l'engrais même s'il était déjà tard.

La flambée du prix est causée par les commerçants véreux ainsi que d'autres paysans spéculateurs qui, au lieu d'utiliser toutes les quantités commandées pour leurs champs, ont préféré en vendre une partie. Même pour cette nouvelle saison, les paysans se

sont fait inscrire pour une nouvelle subvention des engrais. Comme chef de colline, je suis allé voir comment se déroulait l'inscription, ils m'ont expliqué que le manque d'engrais ne se répétera plus.

Pour la commune Gasorwe, la distribution des engrais est facile parce qu'elle se fait au niveau de la zone ou par des commerçants conventionnés qui nous évitent de parcourir de longues distances. Dans notre commune, nous nous étions habitués à cultiver le maïs mais avec la subvention des engrais, nous avons aussi eu une bonne production du haricot, ce qui a abaissé son prix sur le marché.

Nous voudrions lancer un appel au Gouvernement pour qu'il suive avec attention les importateurs conventionnés pour que les engrais nous parviennent au bon moment et que les paysans ne soient plus arnaqués par des commerçants qui nous proposent des prix exorbitants.

BUKURU Louis, colline RORERO, commune KABARORE, province KAYANZA

Depuis que le Gouvernement a mis en place le programme nationale de subvention des engrais, nous apprécions le travail déjà réalisé même si des problèmes ne manquent pas, notamment le retard enregistré au niveau de la distribution. Nos champs sont devenus verdoyants grâce à ces engrais.

Tout au début, les paysans n'étaient pas assez informés du programme; certains payaient l'avance et quand ils ne parvenaient pas à réunir la somme restante, ils ne recevaient ni l'engrais ni l'avance déjà payé. Mais aujourd'hui tous ces problèmes ont déjà été corrigés. Celui qui ne parvient pas à réunir toute la somme attend la saison suivante pour payer le reste et reçoit les quantités commandées.

Au début donc, nous n'avions pas confiance dans ce programme et nous craignons d'être escroqués. Le fait que ceux qui avaient payé les avances avaient tout perdu avait renforcé nos craintes mais aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre.

Chaque fois que les responsables du programme ont constaté qu'il y avait des problèmes, ils ont envoyé les agronomes communaux pour nous expliquer comment le processus devrait se dérouler, du paiement des avances à la réception des engrais. Ils nous ont aussi rassuré que ceux qui ne parviennent pas à payer le solde peuvent la compléter pour la saison suivante.

Mais le retard dans la distribution aura été la principale dérive que nous déplorons. Nous voudrions demander au Gouvernement de rendre les engrais disponibles à temps. Quelques fois, l'arrivée des engrais était prévue pour le mois de septembre mais on attendait jusqu'au mois d'octobre avec le risque de rater la saison. Mais grâce à l'intervention de l'administrateur, l'agronome communal et le directeur provincial de l'agriculture et de l'élevage, nous ne nous plaignons plus du retard de livraison chez nous.

NTAKIRUTIMANA Josélyne, membre de la coopérative TUZAMURANE, commune Gatara, province Kayanza

Depuis le début de la mise en oeuvre du programme national de subvention des engrais, nous apprécions ce programme. Mais au début, ceux qui n'ont pas pu réunir toute la somme exigée n'ont pas pu récupérer leurs avances, ce qui a provoqué beaucoup de grogne au sein de la population. L'autre problème que nous avons rencontré est le retard dans la livraison des engrais par les importateurs. Certains paysans ont même voulu abandonner ce programme. Ils croyaient que leur argent était utilisé à d'autres fins avant qu'il ne soit affecté à l'achat des engrais.

Au début nous avons eu une bonne récolte mais avec la saison 2014 A, la production n'a pas été bonne. Certains pensent que ces engrais étaient périmés, et d'autres que c'est la saison qui a été mauvaise.

Nous demandons au Gouvernement de privilégier les coopératives agricoles dans la distribution des engrais parce qu'elles sont proches des paysans producteurs agricoles. Aux fournisseurs, nous leur demandons de rendre les engrais disponibles au bon moment. Cela nous permettrait d'obtenir de meilleures récoltes.

NGENZEBUHORO Baltazar, colline Rutegama, commune Giheta, province Gitega, membre de la coopérative TERUJIMBERE

Nous apprécions le programme national de subvention des engrais. Dans notre coopérative, nous payons nos avances et la coopérative se charge de nous ramener les engrais. En général, les engrais sont disponibles sauf que quelques fois la livraison

Aujourd'hui comme c'est notre coopérative qui distribue les engrais, nous n'avons pas de problèmes parce que nous suivons nous-mêmes le processus. Auparavant, la livraison prenait du temps.

Nous recommandons au Gouvernement d'accorder aux coopératives la responsabilité totale de la distribution des engrais parce qu'elles sont proches de la population. Nous recommandons même que les coopératives les mieux structurées prennent en mains la gestion de l'ensemble des opérations.

BUCUMI Emelance, colline RUSAMBI, commune KABARORE, province Kayanza, membre de la coopérative TURYOHORISI de KABARORE

Nous recevons les engrais sans difficultés. Le seul problème est que parfois nous donnons nos avances à temps mais les engrais nous arrivent tardivement et nous ratons la saison culturale. Notre production est par conséquent affectée. La saison passée, nous avons eu une bonne production du haricot de telle sorte que le prix a chuté jusqu'à 500 fbu. Mais pour cette saison, le retard de livraison des engrais a fait que la production du haricot diminue sensiblement et le prix a augmenté jusqu'à 1000 fbu.

Le respect des délais de livraison des engrais est donc le principal problème qu'il faut régler. Les fournisseurs doivent amener les engrais à temps parce que si on rate la saison on ne récolte rien.

Au début les paysans perdaient leurs avances mais aujourd'hui le programme a corrigé cette question; celui qui donne son avance à la saison A il peut récupérer les engrais à la saison B.

Je demanderais au Gouvernement de rapprocher davantage les engrais de la population en privilégiant les coopératives dont nous sommes membres. En même temps la livraison devrait se faire à temps. Cela nous permettrait d'avoir une bonne production.

prend du retard. Nous demandons au Gouvernement d'investir des moyens plus importants dans ce programme afin de permettre aux paysans d'augmenter la production agricole parce que l'avenir du pays se trouve dans l'agriculture.

**Emmanuel NTIMPIRANGEZA,
commune NDAVA, province Mwaro
coopérative des jeunes
de Ndava**

Nous avons accueilli avec joie le programme national de subvention des engrais. Mais avec la saison 2014 A, nous avons eu des difficultés à recevoir les engrais. Les fournisseurs nous disaient que la route était endommagée. Nous avons donc raté la saison parce que la livraison des engrais a été faite tardivement et la production a été affectée. Cependant, pour les autres saisons on n'a pas connu de problèmes notables. Nous demandons au Gouvernement de faire en sorte que les engrais destinés à la saison A qui commence en octobre arrive au mois d'août et ceux de la saison B arrivent au début du mois de janvier pour que nous soyons prêts pour le semi début février. La saison passée, les engrais sont arrivés tardivement c'est-à-dire le 22 février. Ceux qui avaient les moyens avaient déjà acheté l'engrais à 2000fbu par kg. Vous comprenez qu'on achète à ce prix parce qu'on n'a plus d'autre choix.

**MINANI Désiré, commune Busiga,
coopérative NTITUZERINZE de Busiga**

Le programme est en soi bon sauf que les fournisseurs nous amènent l'engrais tardivement. Nous demandons au Gouvernement de corriger ce genre de problèmes. Les explications qu'on nous a fournies ne nous ont pas convaincus parce qu'ils nous disaient que l'engrais est passé par le Rwanda et a fait demi tour vers le lieu d'origine. Nous avons attendu longtemps mais nous pensons qu'ils nous ont trompés. Nous n'avons jamais eu une bonne information sur cette situation.

Nous voudrions donc demander au Gouvernement de mettre à notre disposition l'engrais à temps et de commencer aussi à temps le travail d'inscription et de paiement des avances, parce que ce n'est pas facile pour nous de trouver l'argent à n'importe quel moment. Quand l'engrais arrive à temps, nous nous mettons au travail et les résultats sont encourageants. La terre de cette commune ne donne pas de bons résultats quand on utilise seulement la fumure organique; il faut avoir de l'engrais pour qu'elle donne mieux.

**Propos recueillis par
Jonas Eric UWIZERA**



Le PNSEB: quels résultats ?

Interview avec Ir DODIKO Prosper, Responsable du Programme national de subvention des engrais (PNSEB en sigle), au Ministère burundais de l'Agriculture et de l'Élevage

Quel bilan faites-vous du PNSEB ?

La mise en œuvre des activités du PNSEB a donné de très bons résultats, en témoignent :

- L'éradication des détournements des engrais ;
- L'augmentation de la disponibilité des engrais pour les producteurs : passage de 5000T à plus de 19.000 T annuellement ;
- La disponibilisation des engrais auprès des agriculteurs : le passage du niveau communal au niveau zonal ;
- L'augmentation de la production des cultures qui, selon la FAO dans son « Bulletin d'alerte précoce à base communautaire (SCAP) numéro 1, Avril 2015 » : la production a augmenté de 11% et de 14% respectivement pour le maïs et le riz. En plus, précise-t-elle, la durée des stocks dans les ménages s'est améliorée.

Les paysans producteurs proposent que la distribution des engrais passe par les coopératives ou les groupements pré-coopératifs. Quel est votre point de vue ?

La distribution des engrais par les groupements pré-coopératifs et coopératifs est une bonne approche soutenue par le MINAGRIE, c'est ainsi qu'il y a eu identification des OPA et coopératives par le PAN PNSEB pour que ces derniers soient portés à la connaissance des importateurs. Certains ont déjà commencé à les utiliser et le MINAGRIE continuera à encourager la distribution des engrais et de la dolomie par les agriculteurs bien organisés qui possèdent des hangars de stockage. Il importe de souligner que le programme n'envisage pas imposer les détaillants aux importateurs mais plutôt ces derniers doivent les identifier, car ils seront rémunérés par les importateurs et non par le programme.

Pour les retards de distribution, des pénalités ont été imposées aux importateurs ayant retardé la distribution et même d'autres sanctions ont été appliquées, notamment la suppression de la société sur la liste des saisons suivantes. Pour disponibiliser les engrais à temps, il faut importer bien avant : c'est

cette approche appliquée pour cette année ou les premiers camions d'engrais sont arrivés fin juillet 2015.

Quels sont vos préparatifs pour la saison 2016 A ?

Les préparatifs sont très avancés :

- Identification de la demande réelle en engrais terminée : 14.800 tonnes commandés
- Une grande partie des engrais est déjà importée, car le reste a été commandé récemment par les producteurs (fin juillet 2015)
- Identification de la demande en dolomie terminée
- Prix des engrais et dolomie déjà fixés :

Types	Prix du marché d'un sac non subventionné de 24 kg en Fbu	Prix subventionné d'un sac de 24 kg en Fbu
DAP	42 798 38 826	25 500 23 500
KCI	42 336	25 500
NPK [17-17-17]	39 129	24 000
Dolomie	19 000	2 500 [sac de 50kg]

- Activité en cours : distribution des bons d'achat aux guichets de la Poste et de la FENACOBU (COOPEC) dans toutes les communes et l'importation des quantités d'engrais commandées par les producteurs récemment.
- Activité suivante dans les jours proches : paiement du solde.¹

Quel avenir pour le PNSEB ?

Le Programme ne va pas s'arrêter, au contraire il va continuer. Le Gouvernement s'est déjà engagé à continuer à soutenir le programme qui a déjà montré ses mérites.

.....

Nos excuses parce que ce numéro est en retard dans sa parution

Dynamiques paysannes*

Les jeunes artisans en action

Depuis 2008, ADISCO accompagne les paysannes et les paysans à devenir des acteurs de changement économique et social. Débuté en janvier 2014, le PAEJ, Projet d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes, rentre dans cette optique et vient accompagner les jeunes des communes Rutegama et Giheta pour qu'ils améliorent leurs conditions de vie, celle de leurs familles et de la communauté par l'augmentation des emplois non agricoles.

Ce projet fait partie intégrante d'un vaste programme de la Fondation Roi Baudouin dénommé «Un Café de qualité, moteur de développement local au Burundi ». Le volet entrepreneuriat développé par ADISCO vient compléter celui de la formation professionnelle conduit par INADES formation en collaboration avec les centres d'enseignement des métiers CEM (en sigle) de Giheta et de Munanira. En plus des lauréats des CEM, les artisans en action bénéficient des appuis pour le développement de niches à valeur ajoutée pour l'économie locale.

Les changements visés par ce projet sont les suivants :

- L'amélioration de leurs revenus grâce au renforcement de leurs compétences entrepreneuriales ;
- Le développement de nouvelles niches métiers novatrices grâce au soutien technique et financier ;
- La structuration des jeunes artisans en des filières-métiers et en des coopératives progressivement autonomes pour la défense de leurs droits et le développement de leurs métiers.



Au cours de cette première année, le PAEJ a pu travailler avec 130 artisans regroupés autour de 5 métiers : couture, soudure, boulangerie, réparation vélo-moto et salon de coiffure, qui grâce aux formations reçues commencent le long processus d'amélioration de leurs unités de production informelles (UPI) et de leur développement. Au total : 18 IGG (groupes d'autopromotion) et 5 groupements pré-coopératifs en place ont mobilisé quatre millions deux cents septante francs burundais (4 270 400 Fbu), et ont entamé des actions très concrètes comme l'achat du bétail et des équipements dans leurs UPI respectifs.

Les artisans qui ont des changements dans leur vie quotidienne témoignent :

Je m'appelle SIGUTORA Venant.

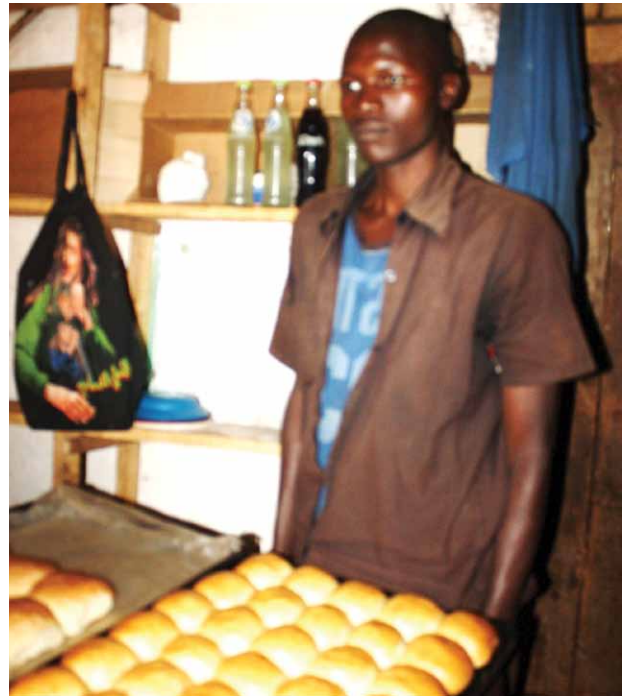
Un ami d'enfance m'a appris le métier de boulanger. Je travaillais comme ouvrier, mais je ne m'entendais pas avec mon employeur. Je rêvais toujours de créer ma propre entreprise, mais je ne voyais pas comment trou-



ver le capital nécessaire. C'est au cours de la formation Psycho-humaine de l'ADISCO que j'ai compris que mon rêve pouvait devenir réalité. J'ai commencé à acheter progressivement les équipements pour une valeur de quarante mille trois cents francs burundais (40.300 Fbu) après deux mois d'efforts. En vendant également mes deux porcs à 80 000 Fbu, j'ai pu commencer à travailler avec un sac de farine et payer l'avance du loyer pour 4 mois. Mon capital a beaucoup augmenté, à tel point que maintenant j'arrive à pétrir trois sacs de farine et j'ai déjà acheté une chèvre de 50 000 Fbu grâce à l'argent mobilisé dans l'IGG DUTEGUREKAZOZA (Préparons l'avenir) dont je suis membre.

Actuellement, je travaille pour moi-même et j'ai pu réaliser mon projet grâce au projet PAEJ. Vu que je suis analphabète et que cela ne facilite pas la gestion de mon UPI, j'envisage de suivre des séances d'alphabétisation.

Jean Noël NSHIMIRIMANA



Le TVET, témoignage d'une bénéficiaire

IRAKOZE Anne-Marie est une couturière de KAMENGE Q.TEZA 13ème avenue. Elle a commencé ses activités avec une seule machine ordinaire. Elle travaillait chez elle dans le quartier, dans un endroit caché que personne sauf les voisins ne connaissaient. Elle a commencé la collaboration avec ADICSO à travers la Maison de l'entrepreneur dès le début du projet "UN PONT PARTAGE VERS L'INNOVATION - TVET".

Je remercie la Maison de l'Entrepreneur qui m'a appris beaucoup de choses que je n'aurai pu connaître seule ; c'est grâce à l'appui de cette maison que je suis la Anne-Marie d'aujourd'hui. Je suis très à l'aise parce que mes activités avancent très bien. Pour le moment je suis capable de me procurer ce dont j'ai besoin et de faire vivre ma famille grâce à mon métier sans devoir tendre la main. On m'a ouvert les yeux en me conseillant d'abord de quitter l'endroit caché où j'exerçais mes activités. Je l'ai quitté directement, et ai trouvé un très bon endroit à côté de la route où beaucoup de gens passent et j'ai mis une petite pancarte pour que les passants puissent voir directement ce que je fais. On m'a conseillé également d'ouvrir un compte d'épargne, pour que je puisse créer d'autres activités génératrices de revenus. Aujourd'hui je possède 3 machines, je forme d'autres personnes qui veulent



connaître le métier de couturier. Grâce à cette épargne j'ai acheté 3 vélos qui font du "Taxi-vélos" et je reçois un versement de 3.000fbu par jour. Je sais comment chercher le marché sans honte, comment gérer mes biens, j'ai acheté des outils de gestion pour que je puisse mieux contrôler mes affaires car auparavant je travaillais à perte. Pour le moment, je suis en train d'épargner pour acheter deux nouvelles machines modernes, une pour le surfilage et une autre pour le zigzag. Ainsi je me trouve sur le bon chemin. La MDE est pour moi un trésor que tous les artisans devraient connaître.

Adalbert HAKIZIMANA

ADISCO est lauréat du prix Roi Baudouin pour le développement en Afrique

Quelle signification, quelles implications, quels messages ?

Vous l'aurez tous entendu, ADISCO est le lauréat 2014-2015 du prix Roi Baudouin pour le développement en Afrique. Les paysans, principaux artisans de ce prix ainsi que nos partenaires, en particulier burundais, qui n'ont pas un accès facile à l'internet qui a très largement diffusé l'évènement nous exigent de leur expliquer de quoi il s'agit et de leur faire revivre ce prix.

C'est ce que nous tentons de faire dans le présent article qui a décidé de répondre aux questions que nous avons le plus souvent entendu en recourant au maximum à des interviews ou des publications réalisées au cours de la semaine du prix du 1er au 7 juin 2015 avec comme point d'orgue le 3 juin 2015 lors de la remise du prix au palais Royal de Bruxelles. Pour ceux qui ont accès à l'internet, les sites www.kbprize.be (le site du prix) ; www.kbs-frb.be (le site de la Fondation Roi Baudouin) et www.adisco.org (le site de l'ADISCO) reprennent la quasi-totalité de l'ensemble des messages et des évènements sur ce prix.

1. Le prix Roi Baudouin pour le développement en Afrique c'est quoi ?

Le Prix Roi Baudouin pour le Développement en Afrique récompense les personnes ou les organisations qui s'emploient de manière remarquable dans le domaine du développement en Afrique. Le Prix met en lumière les initiatives innovantes destinées à améliorer la qualité de vie en encourageant la population locale à prendre elle-même son développement en main. Pour plus d'information, visitez <http://www.kbprize.org/kbprize/index.aspx>.

2. La Fondation roi Baudouin, c'est quoi ?

La Fondation Roi Baudouin est une fondation indépendante basée à Bruxelles en Belgique et qui agit

au niveau local, européen et international. La Fondation vise à promouvoir la justice sociale, la démocratie, le développement et le respect de la diversité. La Fondation fournit chaque année une aide financière à près de 2 000 organisations et personnalités; elle agit comme un forum qui facilite la réflexion sur les problèmes de société. Elle apporte son soutien à de nombreux individus et organisations grâce à l'engagement philanthropique de ses donateurs. La Fondation a été créée en 1976, pour marquer le 25ème anniversaire du règne du Roi Baudouin. Pour plus d'informations : www.kbs-frb.be.

3. Comment se fait la sélection du lauréat ?

La sélection du lauréat est un processus très long et minutieux qui dure près d'une année : Un appel à candidatures est lancé sur le site de la Fondation et dans la presse, mais seules quelques personnalités de grand renom triés sur le volet (anciens lauréats, journalistes de renommée, ONG internationales, organisations des NU, ambassades, Délégués UE, etc..) peuvent présenter un candidat. Le comité de sélection, composé de 14 personnalités de renom examine alors les candidatures reçues (toujours supérieures à 200) qui sont passés au peigne fin pour ne retenir que 4 finalistes qui sont alors soumis à une évaluation de terrain serrée par des évaluateurs experts indépendants.

Voici ce qu'en dit le président du comité de sélection du prix :

“La sélection d'un lauréat est toujours une aventure. Lorsque le Comité de sélection jette un premier coup d'œil sur les plus de 200 candidatures de grande valeur que nous avons reçues, il y a beaucoup d'excitation et d'attente dans la salle. Nous sommes conscients de notre responsabilité de faire aussi bien que les années précédentes et de trouver un candidat qui répond au niveau élevé d'un Prix aussi prestigieux. Toute la difficulté est de réduire cette longue liste à une poignée de projets qui sortent du lot et qui méritent une visite de terrain. Ce n'est jamais



facile parce que le Prix s'adresse à des personnes et à des organisations actives dans un large éventail de domaines, du développement local à l'entrepreneuriat social, de la promotion du patrimoine culturel africain à la défense des droits de l'homme, à des instituts de recherche et à bien d'autres acteurs encore. La concurrence est rude, mais en fin de compte, la qualité du lauréat parle d'elle-même."

4. Pourquoi ADISCO a reçu le prix Roi Baudouin ?

4.1. Selon le conseil d'administration de la Fondation

La Fondation a voulu récompenser ADISCO «pour son action qui stimule l'esprit d'entreprise, la création de coopératives et de mutuelles de santé, afin de renforcer l'autonomie financière des individus et de changer durablement les conditions du vivre ensemble de la population burundaise».

Ce texte est inscrit sur le diplôme du prix.

4.2. Selon le président du comité de sélection

« Un lauréat doit présenter un bon équilibre entre une expérience avérée d'amélioration de la qualité de vie des communautés locales et une méthodologie novatrice, en avance sur son temps. Il doit inspirer et illustrer les nombreux changements positifs réalisés par les Africains eux-mêmes sur leur continent.

ADISCO répond parfaitement à ce profil. Ce qui nous a le plus impressionné c'est "la vision et la force tranquille" du fondateur d'ADISCO, Deogratias Niyonkuru : sa conviction que le développement durable passe par la capacité des gens à se prendre eux-mêmes en charge. Non pas en leur distribuant de l'argent, mais en les formant et les encadrant pour qu'ils puissent être maîtres de leur propre destin. ADISCO applique cette logique, mais va au-delà des résultats générateurs de revenus et croit en un développement humain plus large, où des communautés collaborent pour améliorer leur santé, leur éducation et leurs droits fondamentaux.

La méthodologie d'ADISCO est aussi sans doute reproductible dans d'autres pays d'Afrique.

C'est l'essence des solutions africaines aux problèmes africains. Le même type de solidarité se manifeste dans d'autres régions d'Afrique à travers le système de tontine, qui est une forme d'investissement destinée à lever des capitaux. Mais ADISCO l'a perfectionné et en a fait un mouvement de solidarité plus large à l'échelle du pays. C'est aussi la raison pour laquelle ADISCO est le principal partenaire de la Fondation Roi Baudouin au Burundi depuis 2011. »

Président du comité de sélection du prix Roi Baudouin pour le Développement en Afrique, in Champs de vision N° 101 2ème trimestre 2015.

4.3. Selon l'Administrateur-Délégué de la Fondation Roi Baudouin

"Ce n'est pas d'argent dont nous avons le plus besoin, mais bien de confiance en nous." Ce propos m'a touché. Il est de Deogratias Niyonkuru, le secrétaire général de l'organisation burundaise ADISCO, qui a reçu début juin le Prix Roi Baudouin pour le Développement en Afrique.

Deo, comme chacun l'appelle, a compris que le problème de la pauvreté et du sous-développement en Afrique, et ailleurs dans le monde, ne sera pas résolu par les institutions internationales qui transfèrent dans ces pays d'énormes masses d'argent et essaient de réaliser leurs programmes en passant par-dessus la tête des populations. Les gens auxquels ces moyens sont destinés doivent avant tout croire qu'ils peuvent y arriver eux-mêmes. ADISCO y contribue, en prodiguant des formations aux habitants des collines du Burundi et en les soutenant dans la création de coopératives qu'ils gèrent eux-mêmes. Le mot qu'ils emploient pour cela est 'Haguruka', Lève-toi et prends ton développement en main. Nous, à la Fondation, nous sommes heureux de ce lauréat très solide, choisi par un jury indépendant".

Luc Tayart de Brooms, Administrateur délégué de la fondation roi Baudouin in Champs de vision N° 101 2°trimestre 2015

4.4. Selon la promotrice de notre candidature

"A Ruziba Nyamakarabo, où le café est trié en plein air, graine par graine, les membres de la coopérative ont la fierté de ceux qui ont remporté une bataille. Les entrepôts sont pleins à craquer, les sacs gonflés de graines s'empilent jusqu'au plafond, bientôt des camions viendront emporter la récolte et la coopérative distribuera les bénéfiques. La bataille s'est déroulée voici quelques années lorsque sous pression de la Banque mondiale le gouvernement du Burundi fut obligé de privatiser la filière café et d'en confier la commercialisation à la multinationale suisse Webcor. Adisco, soutenue par de nombreuses ONG internationales, s'est opposée à cette dépossession des paysans. Aujourd'hui, assure Pascal Bigirimana, président de la coopérative, nous vendons directement notre café aux acheteurs, sans intermédiaires, et notre production étant certifiée « Fair trade », commerce équitable, nous en obtenons un bon prix... Un cultivateur moyen peut gagner, pour une seule récolte, de 500 à 800.000 francs burundais... Ce qui nous permet de payer les frais scolaires, d'adhérer aux mutuelles de santé..."

Mais surtout les membres de la coopérative affichent une fierté inspirée par une raison immatérielle : « nous nous



sentons libres. Ici, c'est la base qui décide, ce n'est pas comme ailleurs, où l'Etat dit aux paysans ce qu'ils doivent faire, pour leur bien... Ici, nous avons appris à discuter, à défendre nos intérêts... »

Collette Braeckman, in les blogs de Colette Braeckman et le Soir du 31 Mai 2015...

4.5. Selon un des partenaires de l'ADISCO : Broederlijk delen

ADISCO fut fondé en 2006 dans un contexte très difficile du pays. Une organisation solide a été créée avec comme maître mot Haguruka («lèves-toi» -) en vue de l'autonomisation des communautés». Le projet au départ avec quelques groupes limités dans deux communes en 2008 a évolué vers un mouvement de 2128 groupes et a atteint 112.182 personnes, de 18.094 familles. Ils ont investi leurs propres ressources dans des projets économiques et sociaux. Pas par pas, de façon digne et stratégique. ADISCO démontre que le développement n'est pas l'histoire de la dépendance misérable. ADISCO construit une communauté solide avec une base économique solide : des groupes et coopératives peuvent assurer des économies d'échelle, la diversification des activités et des cultures assure moins de risques économiques et nutritionnels. Une base sociale solide est tout aussi importante pour les groupes: il y a des mutuelles de santé et de divers projets de soutien mutuel dans les moments importants de la vie (pour les moments difficiles, par exemple). Et frappante: une étude a révélé que la violence se produit moins dans les communautés HAGURUKA que dans d'autres. Ce mouvement de base où les gens apprennent à travailler et à construire des choses ensemble, est aussi crucial pour évoluer vers une démocratie solide.

4.6. Selon ADISCO

ADISCO renforce l'auto-développement essentiellement par la formation psycho humaine qui permet de renforcer la confiance en soi des gens et les libère de la pesanteur de se croire condamnés à la misère. C'est alors qu'ils commencent à s'organiser en groupes d'autopromotion (les IGG) pour mobiliser des ressources, puis en coopératives et en mutuelles de santé pour trouver des solutions aux problèmes de production, de commercialisation, de transformation de leurs produits et peuvent ainsi contrôler l'essentiel de la chaîne de valeur, puis améliorer l'accès aux soins de santé. Ce sont ces organisations qui confèrent du pouvoir aux paysans et leur permettent d'influencer les politiques qui les concernent.

(Champs de vision, Revue international de la fondation Roi Baudouin).

La grande particularité des coopératives et mutuelles de santé portées par ADISCO réside d'abord dans leur taille remarquable (entre 300 et 1500 membres) pour 25 mutuelles de santé et 26 coopératives, qu'elles sont multi filières et donc prennent en compte l'ensemble de l'exploitation agricole, mais surtout parce que la majorité d'entre elles a déjà atteint son autonomie financière. Les coopératives appuyées par ADISCO font partie de très rares coopératives paysans à payer un impôt.

"... Le principal succès de l'ADISCO aura été surtout de redonner de la dignité aux gens, de les tirer de l'esprit de mendicité et leur donner la fierté de réussir par eux-mêmes, en se fondant sur leurs valeurs et leurs talents. Notre fierté aura été aussi la structuration d'organisations qui, progressivement pilotent l'essentiel de leurs actions d'auto-développement et de leur donner une voix ainsi que la capacité de négociation avec les autres intervenants et les pouvoirs publics. Et au final, nous avons pu renforcer la cohésion sociale des populations déchirées par des conflits fonciers interminables exacerbés par les conflits politico-ethniques ! C'est particulièrement important dans le contexte actuel". (

Extrait du discours du SG de l'ADISCO, lors de la remise du prix).

4.7. Selon une bénéficiaire de l'ADISCO

"ADISCO nous encourage à travailler dur et à ne pas sous-estimer nos capacités. L'organisation nous montre comment dire au revoir à la pauvreté et nous explique que le développement commence et se termine avec nous. J'avais l'habitude de semer le riz à la volée, aujourd'hui, je le sème grain par grain. Alors qu'il me fallait 12 kg de semences pour obtenir environ 165 kg de riz paddy, ma récolte s'élève désormais à 220 kg pour un kilo semé. Beaucoup de mes voisins ont suivi mon exemple. ADISCO met l'accent sur l'éducation et l'encadrement pour promouvoir un type d'agriculture mieux adapté aux régions surpeuplées et aux sols fragiles de l'Afrique montagneuse. Cela permet de limiter les risques de dépendance face aux fluctuations des marchés, de préserver les ressources naturelles et d'assurer la sécurité alimentaire des communautés"

(Joselyne HABARUGIRA, leader dans la coopérative Buseruko-Rugajo)

4.8. Selon un journaliste indépendant

« Nous connaissions en RDC le Docteur Denis Mukwege, surnommé « L'homme qui répare les femmes », désormais nous devons apprendre à connaître au Burundi Deogratias Niyonkuru, "l'homme qui répare les collines". Car



c'est bien là une des principales missions d'une personnalité hors du commun, comme seuls les Grands Lacs africains sont en mesure d'offrir à leurs peuples une raison de vivre dans un environnement souvent en proie à la violence et à la pauvreté ».

4.9. Selon la présidente de la Fondation roi Baudouin

« Il n'y a pas de meilleure illustration de la philosophie du Prix Roi Baudouin pour le Développement en Afrique que le travail de l'organisation ADISCO au Burundi.

Aujourd'hui, il ne nous appartient évidemment pas d'entrer dans des considérations de politique intérieure mais nous ne pouvons nous empêcher de penser au peuple du Burundi qui réclame un avenir meilleur dans son pays, à toutes les victimes des affrontements et des violences, à ces hommes et ces femmes qui, avec leurs enfants et pour eux, ont choisi de fuir leur pays dans la souffrance de l'exil. Des liens de fraternité unissent nos deux pays. Nous souhaitons plus que tout favoriser une solution qui donne une perspective d'avenir à la population du Burundi et soutenir cette majorité de jeunes qui crient avant tout la volonté d'un pays pacifié où ils pourront s'épanouir et s'engager.

Le projet ADISCO est à la fois simple et ambitieux. Ambitieux par son objectif : permettre l'avènement de collines solidaires, prospères et dignes. Simple par son approche : mobiliser les ressources des paysans et des paysannes burundais eux-mêmes pour accroître leur autonomie et construire ensemble des modèles économiques viables.

ADISCO part d'une idée forte sur la pauvreté qui frappe le pays de plein fouet. La pauvreté, contrairement à une opinion courante, n'est pas qu'une affaire de ressources pécuniaires. Comme vous le dites si justement, Monsieur Deogratias NIYONKURU, vous qui avez été un des fondateurs et inspirateurs de l'Association, la pauvreté puise ses racines dans la perte de confiance en soi, qui alimente à son tour un sentiment de fatalisme et de résignation. Ce sont des thèmes qui sont particulièrement chers à notre souverain, le Roi Philippe.

Pour libérer les énergies, vous avez choisi de miser sur des leviers, ou mieux des ferments : des hommes et des femmes représentatifs de leur communauté et reconnus par elle moins pour leur expertise technique que pour les valeurs humaines qu'ils incarnent. Ces figures de référence constituent autour d'elles des « groupes d'autopromotion et de solidarité » (des IGG en kirundi) et c'est à partir de ces noyaux que naissent divers projets à la fois individuels et communautaires. Quels projets ?

À contre-courant des filières exclusives promues par les grandes agences de développement, ADISCO aide les populations des collines à développer des exploitations

familiales intégrées. Ce type d'agriculture est mieux adapté aux petits paysans d'Afrique, en particulier ceux des régions surpeuplées, et aux sols fragiles de l'Afrique montagnaise. Il limite les risques de dépendance face aux fluctuations du climat, des maladies et des marchés et il préserve les ressources naturelles. Il assure aussi la sécurité alimentaire et les revenus des communautés locales.

La santé est aussi un domaine d'action prioritaire d'ADISCO. La pauvreté et l'insécurité ont en effet fortement dégradé les conditions sanitaires des populations. En réponse à ce défi, ADISCO soutient la création de mutuelles de santé qui permettent une prise en charge collective des coûts des soins de santé pour les habitants des collines. Le mouvement prend de l'ampleur : on dénombre aujourd'hui 25 mutuelles qui touchent ensemble plus de 100 000 personnes.

La politique financière est une des originalités de l'approche d'ADISCO. Permettez-moi encore de vous citer, cher Déo : « Nous limitons les financements externes, car nous savons que cet argent « froid » – de l'argent facile et apporté sans effort aux communautés – génère rarement un développement durable ». Toutes les initiatives locales sont autonomes sur le plan financier et fonctionnent grâce à divers outils de mobilisation des ressources internes : des cotisations pour les mutuelles de santé, des prises de parts sociales pour les coopératives ou encore un système de tontine africaine adapté pour les IGG. La tontine, une institution oubliée mais dont nous retrouvons actuellement les principes en Belgique dans des projets d'épargne collective solidaire en matière de logement, notamment pour les personnes étrangères précarisées.

Ces modèles de développement sont solidement ancrés dans la culture africaine et les savoirs locaux, ce qui explique qu'ils se propagent de manière quasiment organique. Mais, lorsqu'ADISCO intervient en appui d'autres initiatives, c'est toujours en veillant à ce que celles-ci soient conçues, portées et animées par les populations elles-mêmes et, en particulier, par ceux qui sont traditionnellement exclus de la prise de décision : les femmes, les jeunes, les plus défavorisés, les minorités. C'est cela un véritable « empowerment » inclusif.

Françoise TULKENS, Présidente du CA de la Fondation Roi Baudouin

5.1. Selon le Professeur Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation 2008- 2014

«Ce qui est en train de changer et qu'ADISCO fait avec beaucoup de talent et de succès, c'est que l'on donne aux communautés rurales la capacité de prendre soin d'elles-mêmes. Très longtemps, ces populations ont été bénéficiaires de la charité mais



sans véritablement donner aux personnes la capacité à prendre soin d'elles-mêmes et aujourd'hui, les mécanismes qui sont développés par ADISCO sont une manière de renforcer la capacité pour les communautés de prendre soin d'elles-mêmes.

C'est extrêmement important et c'est important aussi pour éviter que la manière dont on soutient les agriculteurs et les agricultrices ne soit au fond une manière d'acheter leur loyauté. Quand les communautés peuvent s'aider elles-mêmes, elles sont moins dépendantes"

(Olivier De Schutter extrait du film du prix)

6. Les principaux messages que vous avez cherchés à faire passer dans votre discours sur le prix ?

Les principaux messages que nous voudrions porter au monde entier et en particulier aux acteurs et décideurs sur les questions du développement est le suivant :

Le travail que nous menons au Burundi et qui vient d'être récompensé nous a fortement instruit sur la manière de conduire des actions de développement auprès des populations pauvres et les enseignements que nous en tirons nous semblent valables pour l'ensemble de l'Afrique sinon au-delà.

Le premier message, et de loin la plus importante, est que le développement doit viser avant tout la restauration de la dignité des hommes et des femmes. L'apport massif de technologies et d'argent ne changera pas le visage de la pauvreté, si on ne remet pas l'homme au centre des pratiques. Je peux témoigner qu'une telle approche, quand elle déclenche le déclic de la fierté chez les gens pauvres, suffit à elle seule à les libérer du joug de la pauvreté. Développer signifie donc libérer du fatalisme et redonner de la dignité.

Le second message est que face à la grande pauvreté des populations rurales africaines, très grande est

la tentation de verser dans les pratiques faciles de la charité et de la gratuité. Le développement passe par l'appui aux populations dans la mobilisation de leurs ressources propres, si faibles soient-elles. Il doit les aider à investir progressivement dans des projets maîtrisés par elles.

Le troisième message, nous semble-t-il, est que la démocratisation de l'Afrique ne se construira pas par le haut. Les populations pauvres sont prises en otage par les hommes politiques qui, faute de programmes crédibles, agitent les spectres identitaires de l'ethnie, de la région ou de la religion. Pour transcender ces clivages, la priorité sera de renforcer les capacités d'analyse des populations à travers une formation de qualité et le renforcement de leurs organisations. C'est la seule voie pour une véritable démocratisation de l'Afrique, pour lui assurer la bonne gouvernance indispensable à son développement.

Le dernier message s'impose progressivement à nous tous. Il faut rapidement trouver des solutions au grave chômage des jeunes et cela à très court terme sinon, les pays africains et en particulier ceux de la région des Grands Lacs vont rapidement implorer.

7. Qu'est-ce que l'ADISCO et ses bénéficiaires vont tirer de ce prix ?

Le prix Roi Baudouin pour le développement en Afrique est certainement l'un des prix les plus prestigieux pour le développement en Afrique.

Au-delà du montant important qu'il accorde et qui permet de renforcer le travail du lauréat, le prix lui offre aussi un espace pour promouvoir à la fois ses idées et son organisation.

Le prix en améliorant la visibilité du lauréat lui permet d'accéder aux plus hautes instances internationales pour faire le plaidoyer des causes qu'il défend et ainsi les faire mieux progresser.



